



Premier trimestre 2004

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES



LA BANQUE ROYALE PUBLIE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2004

La Banque Royale du Canada annonce une hausse du dividende sur actions ordinaires ainsi qu'une hausse de son objectif en matière de ratio de distribution

TORONTO, le 27 février 2004 – La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé une hausse de 6 cents par action, ou 13 %, du dividende trimestriel sur actions ordinaires, lequel s'élèvera à 52 cents et sera payable le 21 mai 2004 aux actionnaires ordinaires inscrits en date du 22 avril 2004.

La dernière augmentation, au quatrième trimestre de 2003, avait fait passer à 46 cents le dividende trimestriel sur actions ordinaires payable aux actionnaires inscrits en date du 27 octobre 2003, soit une hausse de 3 cents par action.

La Banque Royale a également annoncé la hausse de son objectif en matière de ratio de distribution (qui correspond aux dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net, après déduction des dividendes sur actions privilégiées). Cet objectif passe de 35 % – 45 % pour s'établir à 40 % – 50 %, afin de fournir un revenu de dividendes encore plus important aux actionnaires. Cette amélioration a été facilitée par de solides ratios de capital et par le maintien d'un niveau élevé de capitaux autogénérés.

En 2003, de même qu'au premier trimestre de 2004, le ratio de distribution de la Banque Royale s'est établi à 38 %.

Faits saillants financiers du premier trimestre de 2004 :

- Bénéfice net de 793 millions de dollars, en hausse de 3 % par rapport à 767 millions l'an dernier
- Bénéfice dilué par action de 1,19 \$, en hausse de 8 % comparativement à 1,10 \$
- Rendement des capitaux propres de 18,1 %, en hausse de 120 points de base contre 16,9 %
- Total des revenus en baisse de 140 millions de dollars ou 3 %. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par une baisse des revenus de 240 millions de dollars
- Frais autres que d'intérêt en hausse de 222 millions de dollars ou 9 %, résultat qui découle en partie du règlement avec Rabobank annoncé précédemment
- Recouvrement de pertes sur créances de 28 millions de dollars (comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 200 millions l'an dernier), se composant de provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances de 122 millions et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions (97 millions après impôts) de la provision cumulative générale pour pertes sur créances
- Ratio du capital de première catégorie de 9,3 %, en baisse par rapport à 9,4 %

TORONTO, le 27 février 2004 – Pour son premier trimestre terminé le 31 janvier 2004, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripateur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net de 793 millions de dollars, en hausse de 26 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,19 \$, en hausse de 0,09 \$ ou 8 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 18,1 %, comparativement à 16,9 % l'an dernier.

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, et les montants y sont libellés en dollars canadiens. Les ratios de capital sont basés sur l'information financière dressée selon les PCGR du Canada.

Table des matières

01	La Banque Royale annonce	05	Résultats par secteur d'exploitation	13	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
01	Faits saillants du premier trimestre	09	Priorité financière : croissance et diversification des revenus	13	Faits saillants de l'exploitation
02	Message du chef de la direction	09	Priorité financière : contrôle des coûts	15	Principales informations financières – PCGR des États-Unis
03	Rendement par rapport aux objectifs	10	Priorité financière : excellence de la qualité du crédit	16	États financiers – PCGR des États-Unis
03	À propos de la Banque Royale du Canada	11	Priorité financière : gestion du bilan et du capital	24	Principales informations financières – PCGR du Canada
04	Rapport de gestion	12	Gestion du risque	25	États financiers – PCGR du Canada
04	Aperçu			35	Renseignements aux actionnaires
05	Résultats par secteur géographique				

Deux facteurs importants ont influé sur les résultats du premier trimestre :

- La contre-passation d'une tranche de la provision cumulative générale pour pertes sur créances, qui a généré une hausse de 97 millions de dollars du bénéfice net;
- Le règlement du litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (« Rabobank ») qui a été annoncé précédemment et qui concernait une opération de swap de 517 millions de dollars américains, lequel a entraîné une baisse du bénéfice net de 74 millions de dollars ce trimestre, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts.

L'appréciation de 19 % du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au premier trimestre de 2003 s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net de quelque 20 millions de dollars et à une baisse de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation du bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Ce trimestre, nous avons bénéficié d'une meilleure qualité du crédit et de la diversification de nos activités, ce qui a donné lieu à une hausse des revenus tirés des services de courtage, des activités de prise ferme et des fonds communs de placement, les marchés des actions ayant connu un redressement. »

Selon les PCGR du Canada, le bénéfice net du premier trimestre s'est établi à 790 millions de dollars, en hausse de 11 millions ou 1 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,18 \$, en hausse de 0,06 \$ ou 5 %.

Le total des revenus a reculé de 140 millions de dollars ou 3 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat tient surtout au fait que la diminution de 240 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains ce trimestre (imputable à l'ap-

préciation du dollar canadien par rapport au dollar américain) et la réduction des marges nettes d'intérêt découlant de la baisse des taux d'intérêt ont plus que neutralisé les avantages liés à l'accroissement des volumes de prêts à la consommation et à l'augmentation des revenus tirés des activités sur les marchés financiers.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 222 millions de dollars ou 9 % par rapport au premier trimestre de 2003, en raison principalement des coûts du règlement avec Rabobank, de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi que de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduit par une baisse des frais autres que d'intérêt de 165 millions de dollars.

Le recouvrement de pertes sur créances de 28 millions de dollars se compose de provisions spécifiques attribuées de 122 millions et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale pour pertes sur créances, dont il est question à la page 10. En comparaison, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de 200 millions de dollars au premier trimestre de 2003, qui se composait entièrement de provisions spécifiques attribuées.

Comparativement au quatrième trimestre de 2003, le bénéfice net a reculé de 11 millions de dollars ou 1 %. Le bénéfice dilué par action est demeuré inchangé, le total des revenus a subi une baisse de 54 millions de dollars ou 1 %, une tranche de 40 millions de cette baisse étant imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, et les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 %, en raison des coûts du règlement avec Rabobank constatés ce trimestre, de l'augmentation des charges liées à la rémunération, et de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite.

Au 31 janvier 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 12,9 %, comparativement à 9,4 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an.

MESSAGE DU CHEF DE LA DIRECTION

Nos résultats ce trimestre reflètent l'amélioration de la qualité du crédit et les avantages tirés de la diversification de nos activités, nos activités sur les marchés financiers ayant généré des revenus plus élevés en raison du redressement des marchés des actions. La discussion qui suit porte sur nos quatre priorités principales et sur notre performance à leur égard.

Bases solides

Par rapport à l'an dernier, le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont augmenté de 3 % et de 8 %, respectivement, au premier trimestre. Comme il est illustré à la page 3, nous avons enregistré une solide performance ce trimestre en matière de rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, de qualité du portefeuille et de ratios de capital; le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 18,1 %, soit un résultat s'alignant sur la fourchette établie, le ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances est de loin inférieur à la fourchette établie pour l'exercice, et les ratios de capital ont excédé nos objectifs à moyen terme. Malgré la croissance solide des revenus tirés des activités sur les marchés financiers, l'augmentation des revenus, même en excluant l'incidence de 240 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien, s'est établie à 2 % seulement, soit un résultat inférieur à la fourchette établie, la baisse des taux d'intérêt ayant réduit davantage nos marges. L'augmentation des charges reflète les coûts du règlement avec Rabobank, la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi que l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Compte tenu de ces facteurs, nous avons intensifié nos efforts visant une croissance des revenus rentable et une meilleure gestion de nos coûts.

Le cours de clôture de nos actions ordinaires s'est établi à 63,19 \$ ce trimestre, en hausse de 14 % par rapport à l'an dernier. Compte tenu des dividendes réinvestis, le rendement des actionnaires ordinaires s'est chiffré à 18 %. Cependant, la croissance et l'évaluation du cours de nos actions se sont établies en deçà de nos objectifs, et nous avons résolu d'améliorer notre performance et de regagner notre leadership en matière d'évaluation.

Expérience client supérieure

En 2003, nous avons formulé une nouvelle priorité stratégique, intitulée « Expérience client supérieure ». Cette priorité s'aligne sur notre nouvel énoncé de vision – « Toujours mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients » –, et elle renforce l'importance que nous accordons à la satisfaction et au maintien de notre clientèle, ainsi qu'à l'accroissement du nombre d'affaires que nos clients concluent avec nous. À cette fin, nous sommes en train de modifier nos processus afin de les rendre plus simples, plus souples et plus efficaces, de manière que nos clients puissent plus facilement faire affaire avec nous. RBC Banque Royale a mis en œuvre un nouveau processus de résolution des problèmes dans toutes ses succursales et tous ses centres de services aux entreprises et centres de services bancaires par téléphone au Canada. Les résultats initiaux indiquent que nous traitons maintenant les questions soulevées par la clientèle avec une plus grande efficacité.

Nous nous efforçons également d'accroître le nombre d'affaires que nos clients concluent avec nous en personnalisant des solutions afin de mieux répondre à leurs besoins. Ainsi, le Forfait retraités-voyageurs de RBC regroupe des solutions uniques en Amérique du Nord en matière de services bancaires, de services d'assurance et de conseils pour un séjour à l'étranger, qui répondent aux besoins d'un groupe de clients ciblé – les retraités-voyageurs (à savoir les Canadiens qui séjournent dans le sud des États-Unis en hiver). Nous sommes satisfaits des résultats initiaux de ce programme et nous prévoyons être mesure d'atteindre notre objectif pour 2004 en matière de revenus tirés de ce programme.

Synergie intraentreprise

La synergie intraentreprise se traduit par les efforts de collaboration de nos secteurs d'exploitation et de nos unités fonctionnelles, qui visent à améliorer le service à la clientèle et à offrir notre vaste gamme de produits et services à nos clients de manière plus intégrée. Nous avons cinq secteurs d'exploitation solides et une clientèle importante. De plus en plus, nous misons sur la collaboration et sur la prestation de services intégrés à nos clients afin d'accroître nos activités et notre efficacité.

Expansion nord-américaine

Notre priorité pour les États-Unis en 2004 est l'accroissement de notre rendement. Le bénéfice net de RBC Investissements tiré des activités

aux États-Unis a plus que doublé par rapport à l'an dernier pour s'établir à 32 millions de dollars, car RBC Dain Rauscher a profité du redressement des marchés des actions. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance s'est chiffré à 6 millions de dollars, soit un résultat inchangé par rapport à l'an dernier. Cependant, les activités de RBC Marchés des Capitaux aux États-Unis se sont traduites par une perte de 71 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 24 millions il y a un an. Ce résultat reflète en grande partie l'incidence du règlement avec Rabobank. Le bénéfice tiré des activités de RBC Banque aux États-Unis a reculé de 54 millions de dollars pour s'établir à 6 millions, en raison surtout d'une chute de 52 % des volumes de montage de prêts hypothécaires de RBC Mortgage et des rendements moins élevés tirés du portefeuille de placements de RBC Centura. Nous prenons des mesures pour accroître le rendement de nos activités bancaires aux États-Unis. Nos efforts d'expansion aux États-Unis demeurent modérés et rigoureux, et nous continuerons de mettre l'accent sur le rendement de nos activités plutôt que sur leur envergure.

Je tiens à vous assurer que nous continuons de prendre des mesures qui visent la création de valeur pour nos actionnaires, et donc à accroître les revenus, à gérer les coûts, à utiliser notre capital judicieusement, à assurer la croissance rentable de nos activités et à maintenir notre profil de risque favorable.

C'est avec plaisir que je continuerai à vous faire part de notre rendement au prochain trimestre.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

RENDEMENT PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

	Objectifs de 2004	Rendement du trimestre
1. Évaluation		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Troisième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Inférieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
2. Croissance du bénéfice		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	10 % à 15 %	8 %
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	17 % à 19 %	18,1 %
4. Croissance des revenus		
Obtenir une croissance des revenus de :	5 % à 8 %	(3) %
5. Croissance des charges		
Charges d'exploitation par rapport aux revenus d'exploitation :	Croissance des charges d'exploitation inférieure à celle des revenus d'exploitation	Croissance des charges d'exploitation de 9 % et des revenus d'exploitation de (3)%
6. Qualité du portefeuille		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente se situant entre :	0,35 % et 0,45 %	0,22 %
7. Gestion du capital		
Ratios de capital (2):	Maintenir des ratios de capital élevés	Ratio du capital de première catégorie de 9,3 % et ratio du capital total de 12,9 %, par rapport aux objectifs à moyen terme de 8 % à 8,5 % et de 11 % à 12 %, respectivement
8. Ratio de distribution (3):		
	35 % à 45 %	38 %

(1) Nous avons calculé ce rendement le 31 janvier 2004 en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le résultat dilué par action de 2004.

(2) Calculs basés sur nos états financiers dressés selon les PCGR du Canada.

(3) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

Notre information financière est dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et les PCGR du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

L'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis est présentée aux pages 16 à 22. L'information financière dressée selon les PCGR du Canada est présentée aux pages 25 à 32 et comprend un rapprochement des principales différences par rapport à l'information financière dressée selon les PCGR des États-Unis.

À PROPOS DE LA BANQUE ROYALE DU CANADA

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et

aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. La société compte 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour en savoir davantage, visitez le site Web www.rbc.com.

RAPPORT DE GESTION

Cette section du rapport aux actionnaires présente une analyse de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation, afin de donner au lecteur un aperçu des changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et la période correspondante de l'exercice précédent, une importance particulière étant accordée au trimestre le plus récent. Pour une analyse des données des exercices précédents, se reporter à la section « Rapport de gestion » (PCGR des États-Unis) présentée aux pages 21 à 66 de notre rapport annuel 2003.

Le présent rapport de gestion est basé sur l'information financière dressée conformément aux PCGR des États Unis, et ne diffère à aucun égard important de celui qui aurait été établi en fonction de l'information financière dressée selon les PCGR du Canada, sous réserve de ce qui est expliqué dans les analyses supplémentaires présentées aux pages 5, 7, 8 et 10. Les calculs des ratios de capital sont basés sur l'information dressée selon les PCGR du Canada.

Aperçu

Sommaire des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
Total des revenus	(140)\$	(3)%	4 195 \$	4 335 \$
Frais autres que d'intérêt	222 \$	9 %	2 781 \$	2 559 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances	(78)\$	(39)%	122 \$	200 \$
Provision générale pour pertes sur créances	(150)\$	n.s.	(150)\$	–
Bénéfice par action – dilué	0,09 \$	8 %	1,19 \$	1,10 \$
Bénéfice net	26 \$	3 %	793 \$	767 \$
Rendement des capitaux propres	120 p.b.		18,1 %	16,9 %
Bénéfice net des secteurs d'exploitation :				
RBC Banque	17 \$	4 %	429 \$	412 \$
RBC Assurances	7 \$	13 %	61 \$	54 \$
RBC Investissements	36 \$	35 %	140 \$	104 \$
RBC Marchés des Capitaux	34 \$	29 %	150 \$	116 \$
RBC Services Internationaux	9 \$	19 %	57 \$	48 \$
Autres	(77)\$	n.s.	(44)\$	33 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net s'est établi à 793 millions de dollars, en hausse de 26 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,19 \$, en hausse de 0,09 \$ ou 8 %. Le rendement des capitaux propres s'est élevé à 18,1 %, contre 16,9 % il y a un an.

Deux facteurs importants ont influé sur les résultats du premier trimestre :

- La contre-passation d'une tranche de la provision cumulative générale pour pertes sur créances, qui a généré une hausse de 97 millions de dollars du bénéfice net;
- Le règlement du litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A. (« Rabobank »), qui concernait une opération de swap de 517 millions de dollars US et qui a entraîné une baisse du bénéfice net de 74 millions de dollars ce trimestre, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts.

Une tranche d'environ 0,03 \$ de l'augmentation du bénéfice dilué par action est attribuable à la réduction du nombre moyen d'actions ordinaires utilisé aux fins du calcul du bénéfice par action. Cela tient au nombre d'actions rachetées, lequel a excédé le nombre d'actions émises de 18 millions d'actions au cours de la dernière année, et aux actions de trésorerie portées en déduction des actions ordinaires, comme il est mentionné à la page 11.

L'appréciation de 19 % du dollar canadien par rapport au dollar américain, comparativement au premier trimestre de 2003, s'est traduite par une baisse de la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains, ce qui a donné lieu à une réduction du bénéfice net d'environ 20 millions de dollars et à une diminution de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action. Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux principales devises autres que le dollar américain ont eu peu d'incidence sur la variation de notre bénéfice ce trimestre par rapport à l'an dernier. L'incidence d'importantes fluctuations de la valeur du

dollar canadien par rapport à celle d'autres devises pourrait continuer à se faire sentir sur les résultats déclarés. Par exemple, les résultats provenant de nos activités aux États-Unis pourraient être touchés négativement dans le cas où le dollar canadien poursuivrait sa remontée par rapport au dollar américain. Le 25 février, le cours de clôture du dollar canadien s'établissait à 0,749 \$ US, en baisse de 2 % par rapport au cours moyen de 0,765 \$ US au premier trimestre de 2004, et en hausse de 10 % comparativement au cours moyen de 0,684 \$ US au deuxième trimestre de 2003.

La qualité améliorée de notre crédit ainsi que la hausse des revenus tirés des services de courtage, des activités de prise ferme et des fonds communs de placement découlant du redressement des marchés des actions ont eu une incidence positive sur les résultats ce trimestre.

Le total des revenus a reculé de 140 millions de dollars ou 3 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat tient en grande partie au fait que la diminution de 240 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains ce trimestre (imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain) et la réduction des marges nettes d'intérêt découlant de la baisse des taux d'intérêt ont complètement effacé les avantages liés à l'accroissement des volumes de prêts à la consommation et à l'augmentation des revenus tirés des activités sur les marchés financiers.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 222 millions de dollars ou 9 % par rapport au premier trimestre de 2003, en raison principalement des coûts du règlement avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts (les « coûts du règlement avec Rabobank »), de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, ainsi que de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduit par une baisse des frais autres que d'intérêt de 165 millions de dollars.

Le recouvrement au titre de pertes sur créances de 28 millions de dollars se compose de provisions spécifiques attribuées de 122 millions et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale pour pertes sur créances (76 millions pour RBC Banque, 60 millions pour RBC Marchés des Capitaux et 14 millions pour RBC Services Internationaux), dont il est fait mention à la page 10. En comparaison, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de 200 millions de dollars au premier trimestre de 2003, qui se composait entièrement de provisions spécifiques attribuées.

Comparativement au quatrième trimestre de 2003, le bénéfice net a reculé de 11 millions de dollars ou 1 %. Le bénéfice dilué par action est demeuré inchangé, le total des revenus a subi une baisse de 54 millions de dollars ou 1 %, une tranche de 40 millions de cette baisse étant imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, et les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 %, en raison des coûts du règlement avec Rabobank constatés ce trimestre, de l'augmentation des charges liées à la rémunération et de la hausse du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite.

Au 31 janvier 2004, le ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,3 %, et le ratio du capital total, à 12,9 %, comparativement à 9,4 % et à 12,7 %, respectivement, il y a un an.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net s'est établi à 790 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 11 millions ou 1 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,18 \$, en hausse de 0,06 \$ ou 5 %.

Le recouvrement au titre de pertes sur créances de 25 millions de dollars se compose de provisions spécifiques de 125 millions et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale pour pertes sur créances (76 millions pour RBC Banque, 60 millions pour RBC Marchés des Capitaux et 14 millions pour RBC Services Internationaux), dont il est fait mention à la page 10. En comparaison, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de 200 millions de dollars au premier trimestre de 2003, qui se composait entièrement de provisions spécifiques.

Résultats par secteur géographique

Comme il est illustré au tableau présenté au bas de la page 22 (au haut de la page 31 pour les données selon les PCGR du Canada), le bénéfice net au Canada a connu une hausse de 93 millions de dollars ou 17 % au premier trimestre, qui découle en grande partie de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 12 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 109 millions l'an dernier. Ce recul reflète la charge au titre du règlement

avec Rabobank, la baisse des rendements du portefeuille de placements de RBC Centura, les volumes considérablement moins élevés de montages de prêts hypothécaires (découlant de la baisse des activités de refinancement), l'augmentation des coûts liés aux opérations de couverture de RBC Mortgage, ainsi que le raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net ailleurs à l'étranger a progressé de 54 millions de dollars grâce à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Résultats par secteur d'exploitation

Les résultats financiers par secteur d'exploitation pour le trimestre courant, pour le trimestre précédent et pour le trimestre comparable de l'exercice précédent sont présentés à la page 22 (page 30 pour les données selon les PCGR du Canada).

Les PCGR ne prescrivent pas une méthode donnée pour l'attribution des capitaux propres aux secteurs d'exploitation. Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information, nous affectons les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à nos secteurs d'exploitation (y compris le secteur Autres) selon des méthodes visant à mesurer les capitaux propres requis pour soutenir les risques liés aux activités de chaque secteur, comme il est mentionné à la page 54 de notre rapport annuel 2003. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus des montants requis pour soutenir les risques liés aux activités de nos cinq secteurs d'exploitation sont attribués au secteur Autres. Les méthodes utilisées pour attribuer les capitaux propres nécessitent la formulation d'un jugement par la

direction; elles font de temps à autre l'objet de modifications appliquées prospectivement et elles ont une incidence sur d'autres mesures telles que celle du rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation.

La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à tous les secteurs d'exploitation, à l'exception de RBC Assurances et de RBC Services Internationaux, a diminué par rapport à l'an dernier. Cette baisse découle en partie de la réduction de la valeur des actifs libellés en dollars américains, laquelle est imputable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Banque et à RBC Marchés des Capitaux est également imputable à l'amoindrissement du risque de crédit. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à RBC Assurances a augmenté en raison principalement de l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America, le 1^{er} mai 2003.

RBC Banque

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
Total des revenus	(90)\$	(5)%	1 869 \$	1 959 \$
Frais autres que d'intérêt	(25)\$	(2)%	1 153 \$	1 178 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances	11 \$	8 %	141 \$	130 \$
Provision générale pour pertes sur créances	(76)\$	n.s.	(76)\$	–
Bénéfice net	17 \$	4 %	429 \$	412 \$
Rendement des capitaux propres	300 p.b.		24,5 %	21,5 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(550)\$	(7)%	6 950 \$	7 500 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net a connu une hausse de 10 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice au Canada a progressé de 76 millions de dollars, en raison principalement de la contre-passation après impôts d'une tranche de 49 millions de la provision cumulative générale dont il est fait mention à la page 10, de la hausse des volumes de prêts et de la réduction des frais autres que d'intérêt découlant de la gestion efficace des coûts.

Par rapport à l'an dernier, le bénéfice aux États-Unis a reculé de 54 millions de dollars (35 millions de dollars US) pour s'établir à 6 millions (4 millions de dollars US), en raison surtout de la réduction considérable des volumes de montages de prêts hypothécaires (découlant de la baisse des activités de refinancement) et de l'augmentation des coûts liés aux opérations de couverture de RBC Mortgage, des rendements moins élevés du portefeuille de placements de RBC Centura tenant au fait que le produit des instruments venant à échéance a été réinvesti dans des instruments de meilleure qualité générant des rendements moins élevés, ainsi que de la réduction de valeur d'actifs divers. Ces facteurs ont plus que neutralisé un gain de 35 millions de dollars avant impôts tiré de la vente à Moneris Solutions, Inc. du portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants de RBC Centura. En raison de l'ajustement de consolidation de 18 millions de dollars constaté dans le secteur Autres, tel qu'il est mentionné à la page 8, la Banque Royale du Canada a enregistré un gain de 17 millions de dollars avant impôts au titre de cette vente.

Les revenus ont reculé de 90 millions de dollars ou 5 %, et une tranche de 53 millions de ce recul est imputable au raffermissement du dollar canadien. Les revenus au Canada ont augmenté de 15 millions

de dollars ou 1 %, car la croissance des volumes de dépôts, de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts aux particuliers et d'opérations effectuées par carte de crédit a largement compensé la réduction de la marge nette d'intérêt. Les revenus aux États-Unis ont diminué de 95 millions de dollars ou 27 %, en raison en partie du raffermissement du dollar canadien. La diminution des revenus découle également de la chute de 52 % des volumes de montages de prêts hypothécaires de RBC Mortgage et des rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura dont il est fait mention ci-dessus, qui ont plus que contrebalancé la contribution aux revenus des sociétés acquises depuis le premier trimestre de 2003 (Sterling Capital Mortgage Company et les succursales de Provident Financial Group Inc. situées en Floride). Ces sociétés acquises n'ont pas enregistré un bénéfice net important ce trimestre.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 25 millions de dollars par rapport à l'an dernier – soit une baisse de 3 millions au Canada, et de 18 millions aux États-Unis. La diminution est attribuable à une réduction de 45 millions de dollars des charges découlant du raffermissement du dollar canadien, qui a été compensée en partie par les charges liées aux sociétés mentionnées ci-dessus, qui ont été acquises après le premier trimestre de 2003.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 300 points de base par rapport à il y a un an, en raison de la hausse du bénéfice et de la baisse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 5.

RBC Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003 (1)
Primes nettes acquises	(67)\$	(17)%	339 \$	406 \$
Revenu de placement	32 \$	42 %	109 \$	77 \$
Revenus tirés de frais	7 \$	16 %	50 \$	43 \$
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés	(28)\$	(5)%	498 \$	526 \$
Indemnités et sinistres liés aux titulaires de polices	(36)\$	(11)%	284 \$	320 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(5)\$	(10)%	46 \$	51 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(41)\$	(11)%	330 \$	371 \$
Frais autres que d'intérêt	6 \$	6 %	107 \$	101 \$
Bénéfice net	7 \$	13 %	61 \$	54 \$
Rendement des capitaux propres	(290)p.b.		23,9 %	26,8 %
Primes	31 \$	6 %	565 \$	534 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	200 \$	25 %	1 000 \$	800 \$

(1) Comprend les résultats sur une période de quatre mois liés aux activités d'assurance au pays.

Le bénéfice net a connu une hausse de 7 millions de dollars ou 13 % par rapport à l'an dernier, qui est attribuable aux résultats techniques favorables découlant des activités de réassurance IARD, lesquels ont compensé les résultats techniques défavorables liés aux activités d'assurances habitation et automobile. Le bénéfice net de RBC Liberty Insurance aux États-Unis s'est chiffré à 6 millions de dollars (5 millions de dollars US), en hausse de 1 million de dollars US comparativement à l'an dernier. Ce résultat reflète l'acquisition de Business Men's Assurance Company of America (« BMA »), le 1^{er} mai 2003. Exprimé en dollars canadiens, le bénéfice est demeuré inchangé en raison du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

RBC Assurances a présenté des résultats sur une période de quatre mois au premier trimestre de 2003 relativement à ses activités au Canada, la clôture de son trimestre ayant été modifiée et passant du 31 décembre au 31 janvier afin de la faire correspondre à celle de la Banque Royale du Canada. De plus, les résultats du premier trimestre de 2003 incluaient un bloc important d'activités de réassurance qui n'ont pas été renouvelées en 2004. Ces deux facteurs se sont traduits par une augmentation de 87 millions de dollars des primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés, par une

hausse de 76 millions des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, par une augmentation de 10 millions des frais autres que d'intérêt, et par une augmentation de moins de 1 million du bénéfice net au premier trimestre de 2003.

Les primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés ont reculé de 28 millions de dollars. La hausse de 19 millions de dollars ou 66 % au titre des polices d'assurance habitation et automobile, qui découle de l'augmentation des primes et des volumes de vente, ainsi que les 59 millions supplémentaires liés à l'acquisition de BMA, ont été plus que contrebalancés par les facteurs dont il est fait mention ci-dessus et par le raffermissement du dollar canadien (qui a entraîné une baisse de 30 millions de ces revenus).

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont reculé de 41 millions de dollars. Les facteurs dont il est fait mention ci-dessus ainsi que le raffermissement du dollar canadien (qui s'est traduit par une réduction de 22 millions de dollars des charges) ont entièrement compensé la hausse de 68 millions des charges imputable à l'augmentation des primes et des volumes de vente liés aux polices d'assurance habitation et automobile et à l'acquisition de BMA.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 6 millions de dollars en raison de l'augmentation du nombre de polices d'assurance habitation et automobile et des frais d'exploitation supplémentaires liés à l'acquisition de BMA.

Le rendement des capitaux propres a diminué de 290 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 5.

RBC Investissements

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
	Total des revenus	45 \$	5 %	929 \$
Frais autres que d'intérêt	3 \$	–	728 \$	725 \$
Bénéfice net	36 \$	35 %	140 \$	104 \$
Rendement des capitaux propres	670 p.b.		21,4 %	14,7 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(150)\$	(6)%	2 550 \$	2 700 \$

Le bénéfice net a progressé de 36 millions de dollars ou 35 % par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice tiré des services de courtage traditionnel aux États-Unis et au Canada, des services de courtage autogéré au Canada et des services de gestion de l'actif au Canada (qui reflète l'accroissement des revenus découlant du raffermissement des marchés des actions).

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 19 millions de dollars pour s'établir à 32 millions, résultat qui reflète en grande partie le rendement accru des services de courtage traditionnel et la baisse de 12 millions (8 millions après impôts) des frais de rémunération au titre de la rétention, lesquels se sont chiffrés à 10 millions.

Le total des revenus de RBC Investissements a connu une hausse de 45 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, malgré une réduction de 96 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. Ce résultat traduit la hausse des revenus tirés des services de courtage aux États-Unis et au Canada et de ceux liés aux activités de gestion de l'actif au Canada, laquelle reflète l'accroissement des volumes de négociation et des valeurs des actifs, les marchés des actions ayant connu un redressement. Les volumes de transactions liés aux services de courtage autogéré au Canada ont

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le bénéfice net a augmenté de 9 millions de dollars ou 19 % pour s'établir à 56 millions par rapport à l'an dernier.

Les primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés se sont chiffrés à 613 millions de dollars, en hausse de 39 millions ou 7 % par rapport à l'an dernier.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont établis à 452 millions de dollars, en hausse de 44 millions ou 11 % comparativement à l'an dernier.

augmenté de 44 %, les biens administrés dans le cadre des services de courtage traditionnel au Canada ont progressé de 13 % pour se chiffrer à 108 milliards de dollars, et les biens sous gestion au Canada ont connu une hausse de 9 % pour s'établir à 49 milliards. Les biens administrés dans le cadre des services de courtage aux États-Unis ont augmenté de 18 % pour se chiffrer à 104 milliards de dollars US.

La croissance de 3 millions de dollars des frais autres que d'intérêt reflète principalement la hausse des frais liés à la rémunération (frais au titre de la rémunération variable liés à la production de revenus et coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite) et des autres coûts variables, qui a été largement contrebalancée par une réduction de 73 millions de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, par les mesures de compression des coûts et par la baisse des frais de rémunération au titre de la rétention aux États-Unis, dont il est fait mention ci-dessus.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 670 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse du bénéfice et la réduction de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, comme il est mentionné à la page 5.

RBC Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
	Total des revenus	51 \$	7 %	738 \$
Frais autres que d'intérêt	209 \$	49 %	635 \$	426 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances	(87)\$	n.s.	(10)\$	77 \$
Provision générale pour pertes sur créances	(60)\$	n.s.	(60)\$	–
Bénéfice net	34 \$	29 %	150 \$	116 \$
Rendement des capitaux propres	610 p.b.		17,2 %	11,1 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(500)\$	(13)%	3 450 \$	3 950 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net a progressé de 34 millions de dollars ou 29 % comparativement à l'an dernier. Cette hausse reflète une baisse après impôts de 68 millions de dollars au titre de la provision spécifique attribuée pour pertes sur créances (laquelle découle du nombre considérablement moins élevé de nouveaux prêts douteux et du remboursement ce trimestre de prêts qui avaient été radiés précédemment), ainsi que la contre-passation d'une tranche de 39 millions après impôts de la provision cumulative générale pour pertes sur créances, laquelle est décrite à la page 10, mais elle a été compensée en partie par les coûts du règlement avec Rabobank. Des informations sur ce règlement sont fournies à la note 6 des Notes complémentaires, à la page 21.

Les activités aux États-Unis se sont traduites par une perte nette de 71 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 24 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement la charge au titre du règlement avec Rabobank.

Le total des revenus a connu une hausse de 51 millions de dollars ou 7 %, malgré une réduction de 57 millions de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains. La hausse des revenus découle principalement des services à revenu fixe et des services de banque d'investissement. Les résultats des accrus liés aux services à revenu fixe reflètent l'augmentation des commissions de prise ferme au

titre des services à revenu fixe, ainsi que la hausse des revenus tirés des activités de titrisation. La hausse des revenus liés aux services de banque d'investissement traduit l'augmentation des commissions de prise ferme de titres de participation, qui est attribuable au redressement des marchés au Canada et aux États-Unis. Les revenus enregistrés ce trimestre tiennent compte d'un gain cumulatif de 30 millions de dollars lié à des obligations au titre des billets indexés sur actions. Ce gain a été constaté par suite de notre décision de comptabiliser séparément les dérivés intégrés dans ces billets à leur juste valeur et de constater l'obligation au titre des billets en fonction de l'accroissement de valeur, plutôt que de comptabiliser le contrat dans son ensemble à la juste valeur, comme nous le faisons précédemment.

RBC Services Internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
Total des revenus	8 \$	4 %	220 \$	212 \$
Frais autres que d'intérêt	11 \$	8 %	155 \$	144 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances				
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances	—	—	—	—
Provision générale pour pertes sur créances	(14)\$	n.s.	(14)\$	—
Bénéfice net	9 \$	19 %	57 \$	48 \$
Rendement des capitaux propres	640 p.b.		36,6 %	30,2 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	—	—	600 \$	600 \$

n.s. – non significatif

Le bénéfice net a augmenté de 9 millions de dollars ou 19 % comparativement à l'an dernier, en raison de la contre-passation d'une tranche de 14 millions (9 millions après impôts) de la provision cumulative générale pour pertes sur créances, qui avait été établie au cours d'exercices précédents relativement à des activités de prêts à des institutions financières étrangères.

Autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
Total des revenus	(126)\$	n.s.	(59)\$	67 \$
Frais autres que d'intérêt	18 \$	n.s.	3 \$	(15)\$
Bénéfice net	(77)\$	n.s.	(44)\$	33 \$
Rendement des capitaux propres	(1 340)p.b.		(7,1)%	6,3 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	650 \$	33 %	2 600 \$	1 950 \$

n.s. – non significatif

Le secteur Autres, qui comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe des technologies de l'information, a enregistré une perte nette de 44 millions de dollars ce trimestre. Cette perte reflète principalement une charge de 26 millions de dollars (17 millions après impôts) au titre de pertes sur des placements dans des sociétés en commandite, ainsi qu'une charge de 25 millions (16 millions après impôts) au titre des frais d'émission cumulatifs de certains titres d'emprunt que nous avons précédemment reportés et amortis. Les pertes sur placements concernent en grande partie les trois derniers exercices, et nous les avons constatées à la suite de notre décision de comptabiliser les placements dans des sociétés en commandite à la valeur de consolidation plutôt qu'à la valeur d'acquisition comme cela était le cas précédemment. Les résultats reflètent également un ajustement de consolidation de 18 millions de dollars avant impôts, qui vise à réduire en partie le gain avant impôts de 35 millions

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 209 millions de dollars ou 49 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète les coûts du règlement avec Rabobank constatés ce trimestre ainsi que les dépenses liées aux nouvelles initiatives touchant principalement les Produits financiers mondiaux, qui ont plus que contrebalancé une réduction de 38 millions de dollars de la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Le rendement des capitaux propres a augmenté à 17,2 % comparativement à 11,1 % il y a un an, en raison de la hausse du bénéfice et d'une baisse de 500 millions de dollars de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires affectés à ce secteur, pour les raisons décrites à la page 5.

Les avantages tirés de la hausse des revenus et de la baisse du taux d'imposition effectif ont été contrebalancés par l'augmentation des charges, qui découle en partie de la progression de 4 millions de dollars du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite affecté à ce secteur.

Le rendement des capitaux propres a augmenté de 640 points de base par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse du bénéfice de ce secteur.

constaté par RBC Centura au titre de la vente à Moneris Solutions, Inc. de son portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants, car nous détenons une participation de 50 % dans la coentreprise Moneris.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le secteur Autres a enregistré une perte nette de 27 millions de dollars ce trimestre, comparativement à un bénéfice net de 27 millions l'an dernier. L'écart entre la variation du résultat selon les PCGR des deux pays est lié principalement à l'incidence du Financial Accounting Standards Board (FASB) Statement No. 133 (le « FAS 133 »), intitulé *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*, ainsi qu'à la comptabilisation des placements dans les sociétés en commandite à la valeur de consolidation, ces deux facteurs ayant entraîné une augmentation des pertes selon les PCGR des États-Unis ce trimestre.

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	T1/04 par rapport au T1/03		Pour le trimestre terminé le	
	Augmentation (diminution)		31 janvier 2004	31 janvier 2003
Revenu net d'intérêt	(66)\$	(4)%	1 645 \$	1 711 \$
Revenus autres que d'intérêt	(74)\$	(3)%	2 550 \$	2 624 \$
Total des revenus	(140)\$	(3)%	4 195 \$	4 335 \$

Le total des revenus a reculé de 140 millions de dollars comparative-ment à l'an dernier. Ce recul tient principalement au fait que la baisse de 240 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, laquelle découle du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et de la réduction des écarts liés aux dépôts, a largement contrebalancé les avantages liés à l'augmentation des revenus tirés des activités sur les marchés financiers et à l'accroissement des volumes de prêts à la consommation.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a diminué de 66 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, car la baisse de 60 millions de la valeur de conversion du revenu net d'intérêt libellé en dollars américains ainsi que la compression des écarts liés aux dépôts de RBC Banque ont plus que compensé les avantages découlant de l'augmentation des volumes de prêts.

La marge nette d'intérêt (revenu net d'intérêt exprimé en pourcentage de l'actif moyen) a régressé, passant de 1,71 % l'an dernier à 1,51 %, en raison de la croissance importante des actifs générant de faibles taux d'intérêt, tels que les valeurs mobilières, et du rétrécissement de la marge nette d'intérêt de RBC Banque, qui s'est établie à 3,23 % comparativement à 3,44 % l'an dernier. Ce résultat découle de la compression des écarts liés aux dépôts au pays, qui tient à une baisse des taux d'intérêt et aux rendements moindres du portefeuille de placements de RBC Centura.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont reculé de 74 millions de dollars ou 3 % par rapport au premier trimestre de 2003. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au premier trimestre de 2003 a donné lieu à une baisse de 180 millions de dollars de la valeur de conversion des revenus autres que d'intérêt.

Les commissions de courtage en valeurs mobilières ont augmenté de 77 millions de dollars ou 29 %, résultat qui reflète la hausse des volumes de transactions effectuées par les clients découlant du redressement des marchés des actions; les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils ont progressé de 51 millions de dollars ou 39 %, en raison de l'accroissement du nombre d'émissions ce trimestre; les revenus tirés des fonds communs de placement ont connu une hausse de 33 millions de dollars ou 20 %,

qui reflète l'accroissement des biens administrés et des biens sous gestion découlant du redressement des marchés ainsi que l'augmentation des ventes nettes de fonds communs de placement; les revenus tirés de la titrisation ont progressé de 29 millions de dollars ou 85 %, en raison principalement des revenus découlant de la marge excédentaire sur une opération de titrisation de cartes de crédit effectuée au quatrième trimestre de 2003; les commissions de gestion de placements et de services de garde ont inscrit une hausse de 22 millions de dollars ou 8 %, qui reflète en grande partie l'augmentation des commissions découlant de l'appréciation des actions sur les marchés; les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont augmenté de 7 millions de dollars ou 11 % en raison de l'accroissement des volumes.

Les revenus tirés des activités de négociation ont fléchi de 103 millions de dollars ou 19 %, en raison de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de produits dérivés sur actions par rapport aux revenus records enregistrés l'an dernier, ainsi que de la diminution des volumes de négociations d'instruments du marché monétaire (en tenant compte des revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt, le total des revenus tirés des activités de négociation a subi une baisse de seulement 46 millions de dollars); les autres revenus autres que d'intérêt ont diminué de 95 millions ou 64 %, en raison principalement d'une réduction de la juste valeur des produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation ne pouvant pas être constatés selon la comptabilité de couverture, et de la charge nette de 24 millions au titre de pertes sur des placements dans des sociétés en commandite; les revenus tirés des activités hypothécaires (qui concernent des prêts hypothécaires montés aux États-Unis par RBC Centura et sa filiale, RBC Mortgage) ont reculé de 68 millions de dollars ou 97 %, en raison surtout de la baisse considérable des volumes de montages de prêts hypothécaires et des coûts supplémentaires liés aux opérations de couverture de RBC Mortgage; les primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés ont subi une baisse de 28 millions de dollars ou 5 % pour les raisons mentionnées à la page 6; les frais bancaires sur les dépôts et les paiements ont reculé de 22 millions de dollars ou 8 %; les commissions de crédit ont fléchi de 13 millions de dollars ou 21 %, en raison de la diminution des commissions au titre des engagements de prêts, des acceptations bancaires, des lettres de crédit et des garanties ainsi que des commissions de mobilisation.

Priorité financière : contrôle des coûts

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 222 millions de dollars ou 9 % par rapport au premier trimestre de 2003, en raison principalement des coûts du règlement avec Rabobank, d'une hausse de 48 millions du coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite (qui tient en grande partie à l'amortissement de pertes actuarielles de l'exercice précédent découlant de rendements moindres de l'actif et de la réduction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer le passif), et d'une augmentation de 35 millions des frais

au titre de la rémunération variable, qui est imputable à la hausse des revenus de RBC Investissements tirés des activités sur les marchés financiers.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au premier trimestre de 2003 a donné lieu à une baisse de 165 millions de dollars de la valeur de conversion des frais autres que d'intérêt.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts à intérêts non comptabilisés s'élevaient à 1,8 milliard de dollars au 31 janvier 2004, en hausse de 51 millions par rapport à la fin du quatrième trimestre de 2003, et en baisse de 578 millions comparativement à l'an dernier. Comme l'indique le tableau au haut de la page 23, les prêts à intérêts non comptabilisés aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 58 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. Ce résultat concerne principalement des prêts consentis à des entreprises du secteur de l'énergie aux États-Unis. Exprimés en pourcentage du total des prêts et des acceptations, les prêts à intérêts non comptabilisés s'établissaient à 0,95 %, comparativement à 0,98 % au quatrième trimestre et à 1,35 % l'an dernier.

Dotation à la provision pour (recouvrement au titre de) pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
PCGR des États-Unis			
Provision spécifique attribuée	122 \$	137 \$	200 \$
Provision générale attribuée	(130)	7	2
Total de la provision attribuée	(8)\$	144 \$	202 \$
Provision (générale) non attribuée	(20)	(7)	(2)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement au titre de) pertes sur créances	(28)\$	137 \$	200 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	–	(14)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement au titre de) pertes sur créances, déduction faite des gains sur dérivés de crédit	(28)\$	137 \$	186 \$
Ratios (PCGR des États-Unis)			
Moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	218 075 \$	219 445 \$	222 574 \$
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,22 %	0,25 %	0,36 %
Provision spécifique attribuée pour pertes sur créances, déduction faite des gains sur dérivés de crédit, exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,22 %	0,25 %	0,33 %
PCGR du Canada			
Provisions spécifiques	125 \$	140 \$	200 \$
Provision générale			
Attribuée	(130)\$	7 \$	2 \$
Non attribuée	(20)	(7)	(2)
Total de la provision générale	(150)	–	–
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement au titre de) pertes sur créances	(25)\$	140 \$	200 \$
Gains sur dérivés de crédit (1)	–	–	(29)
Total de la dotation à la provision pour (du recouvrement au titre de) pertes sur créances, déduction faite des gains sur dérivés de crédit	(25)\$	140 \$	171 \$

(1) Gains tirés de l'évaluation au marché des dérivés achetés afin de couvrir les comptes classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés/prêts douteux (gains comptabilisés au poste Revenus autres que d'intérêt). Le gain comptabilisé au premier trimestre de 2003 concerne un compte du secteur de l'énergie en Europe classé à titre de prêt à intérêts non comptabilisés/prêt douteux au quatrième trimestre de 2002 (la liquidation de ces dérivés de crédit a eu lieu au premier trimestre de 2003). Nous sommes d'avis qu'il est utile d'effectuer une analyse qui porte les gains sur dérivés de crédit liés aux comptes en souffrance en déduction de la provision pour pertes sur créances, car il est ainsi possible de déterminer le plein montant de la perte liée à ces comptes; la direction tient compte d'ailleurs de cette information lorsqu'elle évalue son risque de crédit. Nous croyons également que cette information pourrait être utile aux investisseurs lorsqu'ils évaluent la qualité de notre crédit et notre gestion du risque.

Comme il est indiqué ci-dessus, le recouvrement au titre de pertes sur créances de 28 millions de dollars constaté ce trimestre se compose de provisions spécifiques attribuées de 122 millions de dollars et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En comparaison, nous avons constaté une dotation aux provisions pour pertes sur créances de 200 millions de dollars l'an dernier et de 137 millions au dernier trimestre, qui se composaient entièrement de provisions spécifiques attribuées. Des provisions spécifiques attribuées moins élevées ont été comptabilisées dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, en raison du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux et du remboursement ce trimestre de prêts qui avaient été radiés précédemment.

Les provisions spécifiques attribuées, exprimées en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente, se sont établies à 0,22 % ce trimestre, comparativement à 0,25 % au quatrième trimestre et à 0,36 % (0,33 % déduction faite des gains sur dérivés de crédit) l'an dernier.

Au cours du trimestre, les radiations nettes (radiations, déduction faite des recouvrements) se sont établies à 118 millions de dollars ou 0,26 % de la moyenne des prêts et des acceptations, par rapport à 211 millions ou 0,47 % au quatrième trimestre de 2003 et à 140 millions ou 0,31 % l'an dernier.

La contre-passation d'une tranche de la provision cumulative générale ce trimestre découle de l'évaluation trimestrielle de la qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts et de la suffisance de notre provision cumulative générale connexe. La contre-passation reflète les changements positifs apportés à la composition des portefeuilles, l'amélioration des tendances en matière de perte et de défaut, la meilleure conjoncture et les changements apportés à nos stratégies et processus aux fins des activités d'émission et de recouvrement.

Au 31 janvier 2004, la provision cumulative générale se chiffrait à 1 264 millions de dollars, et la provision cumulative spécifique attribuée, à 772 millions. Le total de la provision cumulative pour pertes sur créances s'est par conséquent établi à 2 036 millions de dollars, en baisse par rapport à 2 376 millions l'an dernier, résultat qui reflète la réduction des prêts à intérêts non comptabilisés et la contre-passation d'une tranche de la provision cumulative générale ce trimestre.

Analyse supplémentaire – PCGR du Canada

Le recouvrement au titre de pertes sur créances de 25 millions de dollars enregistré ce trimestre se compose de provisions spécifiques de 125 millions et de la contre-passation d'une tranche de 150 millions de la provision générale pour pertes sur créances. En comparaison, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de 200 millions de dollars l'an dernier et de 140 millions au dernier trimestre, qui se composaient entièrement de provisions spécifiques.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Actif

Le 31 janvier 2004, nous avons inclus à nos bilans consolidés les actifs détenus par certains programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants que nous administrons, conformément au bulletin d'interprétation n° 46 du FASB (le « FIN 46R »), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*. Ces actifs se composent principalement de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 4,6 milliards de dollars, de prêts aux particuliers de 3,2 milliards et de prêts sur cartes de crédit de 0,8 milliard. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces programmes, et il se pourrait par conséquent que nous ne soyons pas tenus d'inclure leurs actifs à notre bilan dans des périodes ultérieures. Étant donné que ces actifs ont été inclus dans notre bilan consolidé avec prise d'effet le 31 janvier 2004, conformément au FIN 46R, l'analyse ci-après ne tient pas compte des montants mentionnés ci-dessus, de manière à ne pas surévaluer la croissance relative à ces catégories de prêts pour les périodes précédentes.

Le total de l'actif se chiffrait à 432 milliards de dollars au 31 janvier 2004, en hausse de 39,6 milliards ou 10 % par rapport au 31 janvier 2003, et de 19,3 milliards ou 5 % comparativement au 31 octobre 2003.

Par rapport au 31 janvier 2003, les titres ont progressé de 27,1 milliards de dollars ou 27 %, en raison d'un accroissement des titres dans le compte de négociation et des titres susceptibles de vente, attribuable principalement à l'augmentation du niveau d'activités. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 6,5 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont reculé de 1,4 milliard de dollars (compte tenu de la titrisation de 0,1 milliard de dollars de prêts hypothécaires commerciaux au cours de la période de douze mois terminée le 31 janvier 2004), et les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5,2 milliards (compte tenu de la titrisation de 4,6 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au cours de la période de douze mois terminée le 31 janvier 2004). Les prêts aux particuliers ont progressé de 2,5 milliards de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,2 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,0 milliard de dollars de créances sur cartes de crédit au cours de la période de douze mois terminée le 31 janvier 2004). Les autres actifs ont connu une hausse de 13,3 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêt de titres et d'emprunt.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 janvier 2004 a donné lieu à une baisse d'environ 9 milliards de dollars et 5 milliards, respectivement, de la valeur de conversion des titres et des prêts libellés en dollars américains.

Comparativement au 31 octobre 2003, les titres ont progressé de 9,8 milliards de dollars ou 8 %, en raison surtout d'un accroissement des titres dans le compte de négociation. Les prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts) ont connu une hausse de 3,0 milliards de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont augmenté de 1,9 milliard de dollars, et les prêts hypothécaires résidentiels ont reculé de 0,2 milliard (compte tenu de la titrisation de 1,1 milliard de dollars de prêts hypothécaires résidentiels ce trimestre). Les prêts aux particuliers ont progressé de 0,7 milliard de dollars, et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 0,6 milliard. Les autres actifs ont connu une hausse de 8,0 milliards de dollars, en raison principalement de l'augmentation des garanties autres qu'en espèces reçues eu égard aux activités de prêt de titres et d'emprunt.

Dépôts

Le total des dépôts s'est élevé à 266 milliards de dollars, en hausse de 5,2 milliards ou 2 % par rapport au 31 octobre 2003, et de 17,0 milliards ou 7 % comparativement au 31 janvier 2003. Les dépôts portant intérêt ont progressé de 4,0 milliards de dollars ou 2 % par rapport au 31 octobre 2003, et de 12,7 milliards ou 6 % comparativement au 31 janvier 2003. Les dépôts ne portant pas intérêt ont connu une hausse de 1,5 milliard de dollars ou 6 % par rapport au 31 octobre 2003, et de 4,3 milliards ou 18 % comparativement au 31 janvier 2003.

L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de un an terminée le 31 janvier 2004 a entraîné une baisse d'environ 14 milliards de dollars de la valeur de conversion des dépôts libellés en dollars américains.

Capital

Actions de trésorerie

Avec prise d'effet ce trimestre, nous avons inscrit à titre de déduction des capitaux propres (au poste Actions de trésorerie) nos propres actions acquises et détenues par des filiales pour des raisons autres que l'annulation. Cela a eu pour effet de réduire notre capital de première catégorie.

Débetures subordonnées de RBC et titres de fiducie de capital (RBC TruCS^{MC})

Avec prise d'effet ce trimestre, les titres de second rang (débetures subordonnées) de 112 millions de dollars de la Banque Royale du Canada détenus par RBC Marchés des Capitaux et les titres de fiducie RBC TruCS de 41 millions de dollars ont été reclassés et exclus des titres du compte de négociation, de manière à compenser les obligations non réglées au titre des débetures subordonnées et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, respectivement, ce qui a donné lieu à une diminution des débetures subordonnées de 112 millions de dollars, et à une baisse de 41 millions de la part des actionnaires sans contrôle. Ce reclassement n'a pas eu d'incidence importante sur le bénéfice net.

Gestion du capital

Comme il est mentionné aux pages 59 et 60 de notre rapport annuel 2003, la gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements concurrentiels aux actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada. Au 31 janvier 2004, selon les lignes directrices du BSIF et l'information financière établie conformément aux PCGR du Canada, notre ratio du capital de première catégorie s'établissait à 9,3 %, et notre ratio du capital total, à 12,9 %. Ces deux ratios ont dépassé les objectifs que nous nous sommes fixés à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % à 8,5 % pour le capital de première catégorie et 11 % à 12 % pour le capital total. Au 31 janvier 2003, notre ratio du capital de première catégorie se chiffrait à 9,4 %, et notre ratio du capital total, à 12,7 %.

Notre ratio du capital de première catégorie et notre ratio du capital total ont reculé de 27 points de base et de 33 points de base, respectivement, au premier trimestre. Cette baisse tient principalement à deux facteurs, à savoir les actions de trésorerie mentionnées ci-dessus, qui ont été portées en déduction des capitaux propres et qui concernaient des actions ordinaires de la Banque Royale du Canada détenues par RBC Marchés des Capitaux et par nos employés en vertu de structures de rémunération, ainsi que la diminution des débetures subordonnées et la réduction de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales qui sont mentionnées ci-dessus et qui concernent respectivement des débetures subordonnées de la Banque Royale du Canada et des titres de fiducie RBC TruCS détenus par RBC Marchés des Capitaux.

Activités de gestion du capital

Au cours du trimestre, nous avons émis deux séries de débetures subordonnées venant à échéance à des dates différentes. Le 3 novembre 2003, nous avons émis 1 milliard de dollars de débetures subordonnées, et le 27 janvier 2004, nous avons émis 500 millions de dollars de débetures subordonnées.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, qui a débuté le 24 juin 2003 et prendra fin dans un an, nous pouvons racheter un nombre maximal de 25 millions d'actions ordinaires. Nous avons racheté 1,5 million d'actions ordinaires ce trimestre, pour un montant de 94 millions de dollars, soit un prix moyen de 62,15 \$ l'action. Nous avons racheté un total de 7,4 millions d'actions ordinaires pour un

montant de 444 millions de dollars, soit un prix moyen de 59,88 \$ l'action, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a débuté le 24 juin 2003, et 17,6 millions d'actions peuvent encore être rachetées. De plus, nous avons émis 1,45 million d'actions ordinaires ce trimestre pour un montant de 49 millions de dollars, relativement à la levée d'options sur actions des employés.

Gestion du risque

Risque d'illiquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que nous pouvons obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à nos obligations. Deux éléments clés de notre cadre de gestion des liquidités sont les politiques visant le maintien d'un niveau minimal d'actifs liquides non engagés et les limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes déterminées. Au 31 janvier 2004, nous nous conformions à ces politiques. Ces éléments et les autres éléments du cadre de gestion des liquidités, qui n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003, sont expliqués plus en détail aux pages 57, 62 et 63 de ce rapport annuel.

Nous avons recours à des actifs liquides et à des conventions de revente pour gérer nos liquidités à court terme. Au 31 janvier 2004, les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente totalisaient 187 milliards de dollars ou 42 % du total de l'actif, en hausse par rapport à 178 milliards ou 43 % au 31 octobre 2003 et à 162 milliards ou 41 % au 31 janvier 2003. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004, la moyenne des actifs liquides et des biens achetés en vertu de conventions de revente totalisait 188 milliards de dollars ou 44 % du total de la moyenne de l'actif, par rapport à 172 milliards ou 42 % au dernier trimestre et à 166 milliards ou 42 % l'an dernier. Au 31 janvier 2004, des titres et des garanties d'une valeur comptable de 63 milliards de dollars avaient été donnés en gage ou vendus en vertu de conventions de rachat, ou constituaient des

engagements afférents à des titres vendus à découvert. Il s'agit là d'un résultat en hausse par rapport à 60 milliards de dollars au 31 octobre 2003 et à 51 milliards au 31 janvier 2003.

Évaluation des risques de marché – activités de négociation

Comme il est expliqué aux pages 55 et 56 de notre rapport annuel 2003, nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de nos activités de négociation. Ces politiques n'ont pas fait l'objet de modifications importantes depuis la publication de notre rapport annuel 2003. Le risque de marché associé aux activités de négociation est géré principalement au moyen d'une méthodologie fondée sur la valeur exposée au risque (VAR).

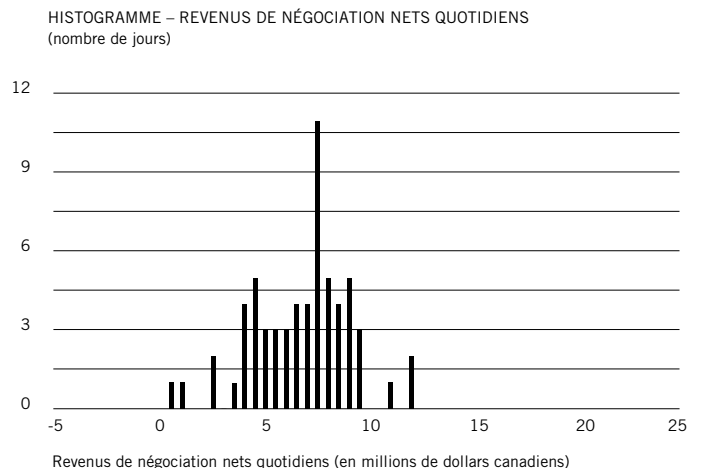
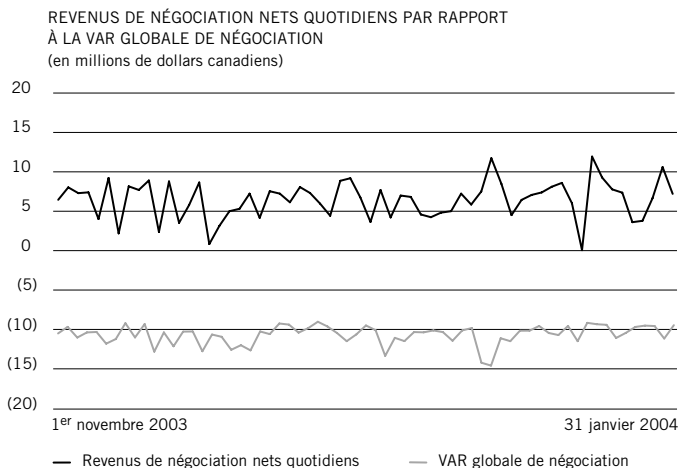
Le tableau ci-après indique la VAR par catégorie de risque important à la fin du trimestre (haut, moyenne et bas) pour nos activités de négociation combinées pour les trimestres terminés les 31 janvier 2004 et 2003; ce tableau révèle que les montants de la VAR globale du premier trimestre de 2004 sont inférieurs à ceux du premier trimestre de 2003. Le graphique ci-après illustre les revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation, et l'histogramme montre les revenus de négociation nets quotidiens pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004. Au cours du premier trimestre, nous n'avons connu aucune séance de négociation marquée par une perte nette.

Activités de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004				Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2003			
	À la fin	Haut	Moyenne	Bas	À la fin	Haut	Moyenne	Bas
VAR globale par catégorie de risque important								
Titres de participation	5 \$	10 \$	6 \$	4 \$	7 \$	9 \$	7 \$	5 \$
Change et marchandises	1	5	2	1	2	6	3	1
Taux d'intérêt	10	11	9	7	11	13	11	9
VAR globale (2)	9 \$	15 \$	11 \$	9 \$	15 \$	18 \$	15 \$	12 \$

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.

(2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et l'effet de la diversification.



Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, comprises dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2004 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « croire », « perspectives », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer », « projeter » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des plans, objectifs, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité de l'économie canadienne en général et la solidité des économies locales des régions du Canada où nous exerçons nos activités; la solidité de l'économie américaine et des économies des autres pays où nous effectuons des opérations importantes; l'incidence des modifications de la politique monétaire et fiscale, notamment les modifications des

politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les décisions judiciaires; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'inflation; les fluctuations des marchés financiers et des marchés des devises; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services dans des marchés réceptifs; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières); les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions; les procédures judiciaires ou réglementaires; les changements dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent communiqué de presse ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit communiqué. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent communiqué de presse sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Faits saillants de l'exploitation

Une analyse des principaux faits saillants survenus dans chaque secteur d'exploitation au premier trimestre de 2004 est présentée ci-dessous.

RBC Banque

RBC Centura accroît davantage sa présence en Floride : En novembre, RBC Centura a porté son réseau de succursales en Floride à 25, grâce à la conclusion de l'acquisition de 13 succursales et de 16 guichets automatiques bancaires de Provident Financial Group, Inc. situés dans l'ouest de la Floride.

Essor de la marque RBC Mortgage : En janvier, RBC Mortgage a apposé sa marque à plus de 115 anciennes succursales de Sterling Capital Mortgage Company acquises en septembre 2003.

RBC Banque Royale facilite l'accession à la propriété : En décembre, RBC Banque Royale a lancé l'hypothèque sans mise de fonds RBC. Ce nouveau produit donne aux Canadiens qui jouissent d'un revenu stable et d'une bonne cote de crédit l'occasion d'acheter une maison sans avoir à verser une mise de fonds.

Services bancaires express : En novembre, nous avons installé le 500^e guichet automatique bancaire RBC dans une station-service Esso. Depuis 1991, les guichets automatiques bancaires RBC font partie des services offerts par Marché Express et Tigre Express. Ce partenariat représente la plus grande alliance des secteurs des services bancaires, de la distribution d'essence et du commerce de dépannage au Canada. En 2003, 75 nouveaux guichets ont été installés, et nous prévoyons installer plus de 100 autres guichets au cours des trois prochaines années.

RBC Assurances

RBC Assurances annonce l'acquisition des activités de UnumProvident Corporation (« UnumProvident ») au Canada : En novembre, RBC Assurances a annoncé qu'elle avait convenu d'acquérir les activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company, une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Le portefeuille de produits de UnumProvident au Canada comprend des assurances individuelles et collectives offrant une protection en cas d'invalidité, de maladies graves ou de soins de longue durée. Grâce à la conclusion de cette acquisition, RBC Assurances deviendra au Canada le principal fournisseur de polices individuelles prévoyant des prestations du vivant, et affirmera sa présence dans le marché de l'assurance invalidité de longue durée collective. L'acquisition devrait être conclue en avril 2004, sous réserve des modalités de clôture habituelles et de l'approbation des organismes de réglementation canadiens.

RBC Assurances continue d'accroître ses activités d'assurance voyages aux États-Unis : En janvier, RBC Assurances a conclu avec Navigator International, l'une des dix principales chaînes d'agences de voyages aux États-Unis, une entente en vertu de laquelle elle sera son prestataire de premier choix en matière de services d'assurances voyages.

RBC Investissements

RBC Dain Rauscher annonce l'acquisition de William R. Hough & Co., Inc., une société de la Floride : En décembre, RBC Dain Rauscher a annoncé la signature d'un accord définitif visant l'acquisition de William R. Hough & Co., Inc., une société fermée offrant des services de placement traditionnels qui se spécialise dans la vente, la négociation et la prise ferme d'instruments à revenu fixe, principalement dans le sud-est des États-Unis. L'opération, qui est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation, devrait être conclue d'ici la fin de février 2004.

Croissance continue des ventes de fonds communs de placement : Janvier 2004 a marqué le neuvième mois d'affilée au cours duquel RBC Gestion d'Actifs Inc. a enregistré des ventes nettes positives de fonds communs de placement à long terme, et le mois pour lequel elle a affiché ses meilleurs résultats en six ans. RBC Gestion d'Actifs détient la plus importante part du marché des fonds communs de placement au Canada depuis septembre 2003, et elle s'est classée au premier rang en décembre et en janvier pour ce qui est du total des ventes nettes et des ventes nettes de fonds à long terme.

Gestion Privée Globale augmente ses capacités de distribution en Europe et en Afrique : Au cours du trimestre, le groupe Gestion Privée Globale a ouvert des bureaux de représentation à Istanbul, en Turquie, ainsi qu'à Madrid, en Espagne. RBC Suisse (nos services de gestion privée dont le siège se trouve à Genève, en Suisse), a engagé une équipe chevronnée de spécialistes en gestion privée, afin d'accroître ses capacités de distribution dans le sud et l'est de l'Afrique. Nous informons également les clients potentiels de nos capacités en matière de services-conseils touchant les fiducies internationales, la planification successorale et les placements et de nos capacités améliorées de gestion des placements, de manière à attirer de nouveaux clients et à accroître nos actifs.

RBC Marchés des Capitaux

Intégration réussie des activités sur les marchés financiers aux États-Unis : L'intégration des services bancaires à la grande entreprise et des services de banque d'investissement de RBC Marchés des Capitaux, qui constituait un projet d'une durée de deux ans, a été menée à terme après la fin du trimestre. La décision de n'avoir qu'une seule maison de courtage exploitée sous la nouvelle raison sociale RBC Capital Markets Corporation procure aux clients un point de contact beaucoup plus efficace.

RBC Marchés des Capitaux en tête du classement canadien au tableau des preneurs fermes : RBC Marchés des Capitaux a une fois de plus terminé en tête du classement au tableau des preneurs fermes établi par le *National Post* eu égard aux émissions de titres d'emprunt et de titres de participation en 2003. Le secteur s'est classé comme le principal preneur ferme de 200 transactions totalisant 32,2 milliards de dollars, et il devançait considérablement son concurrent le plus proche grâce à la solidité du rendement de son Groupe des titres à revenu fixe.

L'équipe de financement des infrastructures au R.-U. remporte des prix importants : Six prix importants témoignent du rendement solide en 2003 de notre équipe de financement des infrastructures pour les secteurs de l'énergie et des services publics, laquelle est située à Londres. Deux de ces prix ont été décernés par Thomson Financial, à savoir le Bond House of the Year et le Power Deal of the Year. Trois prix ont été décernés par le magazine *Euromoney* et un autre prix concernant la structuration et l'obtention du financement pour l'aéroport de Belfast, soit le European Airport Finance Deal of the Year, a été décerné par l'influent magazine *Jane's*.

RBC Services Internationaux

Lancement de RBC AutoReconciliation^{MC} : RBC Services Internationaux a lancé AutoReconciliation, une technologie offerte sur le Web qui permet à ses clients de simplifier leurs processus de rapprochement des règlements d'espèces et de titres, et, par le fait même, de réduire les coûts, d'accroître la rapidité d'exécution et l'exactitude des processus et d'améliorer les mesures de contrôle.

Nouvelle plateforme automatisée d'opérations de prêts de titres : Le groupe Prêts de titres de RBC Services Internationaux a lancé la plateforme automatisée d'opérations de prêts de titres, une plateforme de prêts de titres de participation et de titres à revenu fixe qui permet aux maisons de courtage clientes de RBC Services Internationaux de trouver et d'effectuer des opérations de prêts avec RBC, au moyen d'un service de pointe offert sur le Web. Ce service améliore l'efficacité opérationnelle et la productivité, tout en créant de la valeur pour les prêteurs et les emprunteurs de titres.

Ajout à RBC Express^{MC} de la chambre de compensation automatisée des paiements et dépôts directs : Les services offerts par l'entremise de RBC Express incluent maintenant les rapports de soldes, les virements intercomptes, les paiements par virement télégraphique, les transferts de fichiers ainsi que la chambre de compensation automatisée des paiements et dépôts directs. Grâce à RBC Express, les clients peuvent plus facilement et plus efficacement accéder aux produits de gestion de la trésorerie et utiliser ces derniers, grâce aux processus d'identification unique et de navigation uniforme pour tous les produits offerts par le truchement de RBC Express.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)	Variation par rapport au 31 janvier 2003	Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
Résultats				
Revenu net d'intérêt	(4)%	1 645 \$	1 586 \$	1 711 \$
Revenus autres que d'intérêt	(3)	2 550	2 663	2 624
Total des revenus	(3)	4 195	4 249	4 335
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	n.s.	(28)	137	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(11)	330	386	371
Frais autres que d'intérêt	9	2 781	2 582	2 559
Bénéfice net	3	793	804	767
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	120 p.b.	18,1 %	18,0 %	16,9 %
Données au bilan				
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	9 %	184 193 \$	172 547 \$	169 085 \$
Actif	12	440 507	412 591	392 296
Dépôts	7	265 673	260 518	248 631
Déventures subordonnées	17	8 031	6 581	6 885
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(2)	17 370	17 304	17 765
Ratios de capital (règles canadiennes) (3)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(50)p.b.	10,1 %	10,5 %	10,6 %
Ratio du capital de première catégorie	(10)	9,3 %	9,7 %	9,4 %
Ratio du capital total	20	12,9 %	12,8 %	12,7 %
Ratios de capital (règles américaines) (4)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(60)p.b.	10,0 %	10,3 %	10,6 %
Ratio du capital de première catégorie	(50)	8,3 %	8,7 %	8,8 %
Ratio du capital total	(10)	12,0 %	12,0 %	12,1 %
Information sur les actions ordinaires				
Actions en circulation (en milliers)				
À la fin	(3)%	648 231	656 021	666 439
Moyenne (de base)	(2)	650 044	656 952	666 006
Moyenne (dilué)	(2)	659 356	664 450	674 035
Bénéfice par action				
De base	7 %	1,20 \$	1,21 \$	1,12 \$
Dilué	8	1,19	1,19	1,10
Cours de l'action				
Haut (5)	10 %	65,90 \$	65,00 \$	59,86 \$
Bas (5)	12	60,26	57,50	53,91
À la clôture	14	63,19	63,48	55,30
Dividendes par action	15	0,46	0,46	0,40
Valeur comptable par action – à la fin	1	26,80	26,38	26,66
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	11	41,0	41,6	36,8
Renseignements divers				
Employés (équivalent de travail à plein temps)	903	60 673	60 812	59 770
Guichets automatiques bancaires	(89)	4 399	4 401	4 488
Unités de service				
Canada	(8)	1 298	1 297	1 306
À l'étranger	18	802	788	784

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR des États-Unis.

(5) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)**Bilan consolidé** (non vérifié)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Actif			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 342 \$	2 887 \$	3 001 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	16 059	14 633	17 359
	19 401	17 520	20 360
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 11 569 \$, 11 791 \$ et 6 340 \$)	88 995	81 014	70 501
Titres susceptibles de vente	37 636	35 783	29 031
	126 631	116 797	99 532
Biens achetés en vertu de conventions de revente	32 612	36 289	39 396
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	78 577	78 819	73 417
Prêts aux particuliers	35 129	31 167	29 367
Prêts sur cartes de crédit	6 225	4 816	5 214
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	64 262	57 745	61 087
	184 193	172 547	169 085
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 846)	(2 055)	(2 267)
	182 347	170 492	166 818
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 693	5 943	7 292
Montants se rapportant aux produits dérivés	39 607	36 640	37 300
Locaux et matériel	1 734	1 655	1 612
Écart d'acquisition	4 800	4 633	5 095
Autres actifs incorporels	580	580	681
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	1 909	3 321	1 662
Actif lié aux comptes distincts	183	224	70
Autres actifs	25 010	18 497	12 478
	79 516	71 493	66 190
	440 507 \$	412 591 \$	392 296 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Au Canada			
Ne portant pas intérêt	25 166 \$	24 388 \$	21 904 \$
Portant intérêt	131 373	130 135	119 863
À l'étranger			
Ne portant pas intérêt	3 920	3 183	2 833
Portant intérêt	105 214	102 812	104 031
	265 673	260 518	248 631
Autres			
Acceptations	5 693	5 943	7 292
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	24 632	22 743	18 923
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	20 361	23 735	23 387
Montants se rapportant aux produits dérivés	41 591	38 427	38 433
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 235	8 630	4 841
Passif lié aux comptes distincts	183	224	70
Autres passifs	47 432	26 199	23 122
	147 127	125 901	116 068
Débitures subordonnées	8 031	6 581	6 885
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 493	1 474	1 445
Capitaux propres			
Actions privilégiées	813	813	1 502
Actions ordinaires (émises – 655 962 800, 656 021 122 et 666 439 266)	7 035	6 999	7 029
Capital d'apport additionnel	177	88	80
Bénéfices non répartis	11 997	11 591	10 910
Actions de trésorerie (7 731 453 actions)	(473)	–	–
Autres éléments du résultat global cumulés	(1 366)	(1 374)	(254)
	18 183	18 117	19 267
	440 507 \$	412 591 \$	392 296 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 433 \$	2 448 \$	2 584 \$
Titres du compte de négociation	564	482	496
Titres susceptibles de vente	181	192	233
Biens achetés en vertu de conventions de revente	145	186	200
Dépôts à des banques	81	78	111
	3 404	3 386	3 624
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 283	1 304	1 433
Autres passifs	373	403	384
Débentures subordonnées	103	93	96
	1 759	1 800	1 913
Revenu net d'intérêt	1 645	1 586	1 711
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	498	548	526
Revenus tirés des activités de négociation	441	441	544
Commissions de courtage en valeurs mobilières	347	285	270
Commissions de gestion de placements et de services de garde	303	306	281
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	257	268	279
Revenus tirés des fonds communs de placement	202	175	169
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	181	201	130
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	73	75	66
Revenus sur cartes	72	85	73
Revenus tirés de la titrisation	63	61	34
Commissions de crédit	50	43	63
Revenus tirés des activités hypothécaires	2	(12)	70
Gain (perte) à la vente de titres susceptibles de vente	7	13	(30)
Autres	54	174	149
	2 550	2 663	2 624
Total des revenus	4 195	4 249	4 335
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(28)	137	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	330	386	371
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 668	1 587	1 631
Matériel	209	212	194
Frais d'occupation	179	177	184
Communications	150	193	178
Honoraires	97	134	113
Impartition de services de traitement	69	73	74
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	19
Autres	393	190	166
	2 781	2 582	2 559
Bénéfice net avant impôts	1 112	1 144	1 205
Charge d'impôts	289	316	410
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	823	828	795
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	30	24	28
Bénéfice net	793 \$	804 \$	767 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	11	23
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	782 \$	793 \$	744 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	650 044	656 952	666 006
Bénéfice par action (en dollars)	1,20 \$	1,21 \$	1,12 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	659 356	664 450	674 035
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,19 \$	1,19 \$	1,10 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,46 \$	0,46 \$	0,40 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Actions privilégiées			
Solde au début	813 \$	822 \$	1 515 \$
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	(9)	(13)
Solde à la fin	813	813	1 502
Actions ordinaires			
Solde au début	6 999	7 001	6 963
Émises	52	36	75
Achetées aux fins d'annulation	(16)	(38)	(9)
Solde à la fin	7 035	6 999	7 029
Capital d'apport additionnel			
Solde au début	88	86	76
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	1	1	–
Attributions de rémunération à base d'actions	12	1	4
Montants reclassés	34	–	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	42	–	–
Solde à la fin	177	88	80
Bénéfices non répartis			
Solde au début	11 591	11 278	10 473
Bénéfice net	793	804	767
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(11)	(23)
Dividendes sur actions ordinaires	(298)	(301)	(267)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(78)	(176)	(40)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	–	(3)	–
Solde à la fin	11 997	11 591	10 910
Actions de trésorerie			
Montants reclassés	(304)	–	–
Acquisitions nettes	(127)	–	–
Incidence initiale de l'adoption du FIN 46, <i>Consolidation of Variable Interest Entities</i>	(42)	–	–
Solde à la fin	(473)	–	–
Autres éléments du résultat global cumulés, déduction faite des impôts connexes			
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	237	113	208
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(849)	(893)	(68)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(251)	(104)	(101)
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(503)	(490)	(293)
Solde à la fin	(1 366)	(1 374)	(254)
Capitaux propres à la fin	18 183 \$	18 117 \$	19 267 \$
Résultat global, déduction faite des impôts connexes			
Bénéfice net	793 \$	804 \$	767 \$
Autres éléments du résultat global			
Variation des gains et des pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	124	39	6
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	265	(1 814)	(155)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	(221)	1 394	141
Variation des gains et des pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(153)	(52)	12
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	6	19	14
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	(13)	(197)	–
Résultat global	801 \$	193 \$	785 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	793 \$	804 \$	767 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
(Recouvrement de) dotation à la provision pour pertes sur créances	(28)	137	200
Amortissement	95	96	96
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	19
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	25	–	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(5)	(5)	(5)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(8)	(9)	–
Perte liée au placement dans des sociétés associées	24	29	–
Gain (perte) à la vente de titres susceptibles de vente	(7)	(13)	30
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(1 395)	(210)	94
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(121)	21	48
Impôts exigibles	(1 376)	415	(124)
Impôts reportés	(48)	(44)	38
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(2 983)	(858)	(6 050)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	3 159	2 060	5 696
Titres du compte de négociation	(8 716)	(8 721)	(1 044)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 889	2 505	933
Autres	5 366	(5 925)	(2 599)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(3 320)	(9 702)	(1 901)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 004)	4 140	1 400
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(3 791)	(2 590)	1 205
Produit tiré de la titrisation de prêts	769	1 000	–
Produit tiré de la vente de titres susceptibles de vente	4 282	7 716	3 363
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	8 637	8 924	5 465
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(14 463)	(15 447)	(11 251)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(174)	(188)	(69)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	3 677	7 082	(2 311)
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	558	(109)	(194)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(2 509)	10 528	(2 392)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts au Canada	2 016	595	(1 192)
Variation des dépôts à l'étranger	3 139	2 190	3 914
Émission de débentures subordonnées	1 500	–	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	(100)	–
Frais d'émission	–	(3)	–
Émission d'actions ordinaires	49	36	71
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(94)	(214)	(49)
Acquisitions nettes d'actions de trésorerie	(127)	–	–
Dividendes versés	(309)	(294)	(289)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(3 374)	(854)	2 278
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 484	(1 769)	27
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	6 284	(413)	4 760
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	455	413	467
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 887	2 474	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 342 \$	2 887 \$	3 001 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	1 867 \$	1 604 \$	1 948 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	1 553 \$	168 \$	759 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 aux pages 72 à 76 du rapport annuel 2003, sous réserve des renseignements ci-après.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 17 janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board (FASB) a publié le FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, qui précise l'application de l'Accounting Research Bulletin 51, intitulé *Consolidated Financial Statements*, aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Le bulletin d'interprétation s'applique avec prise d'effet immédiate à toutes les EDDV créées après le 31 janvier 2003. Le 24 décembre 2003, le FASB a publié le FIN 46 révisé (FIN 46R). Les dispositions du FIN 46R relatives à la date d'entrée en vigueur exigent l'application du FIN 46 ou du FIN 46R aux entités ad hoc, y compris celles créées avant le 31 janvier 2003, au plus tard à la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 décembre 2003. L'application du FIN 46R est requise pour toutes les entités, y compris celles auxquelles le FIN 46 a été antérieurement appliqué, au plus tard à la fin de la première période de déclaration terminée après le 15 mars 2004. Nous avons appliqué le FIN 46 ou le FIN 46R à toutes les entités ad hoc à compter du 31 janvier 2004 comme il est expliqué ci-après.

Titrisation des actifs financiers des clients

L'actif des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons totalisait 27 milliards de dollars au 31 janvier 2004. Certains de ces fonds multicédants dont l'actif totalise 19 milliards de dollars ont été restructurés au cours de ce trimestre par la vente d'une participation de membre subordonnée dans chacun d'entre eux à un tiers. La participation de membre subordonnée de chacun de ces fonds multicédants assume la plus grande part des pertes prévues des fonds multicédants comme il est défini dans le FIN 46R; par conséquent, nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du FIN 46R. Toutefois, nous continuons de détenir des droits variables importants dans ces fonds multicédants. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à ces fonds multicédants restructurés s'établissait à 18 milliards de dollars au 31 janvier 2004, en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis. Ces éléments sont aussi inclus dans notre information présentée à l'égard des garanties. Nous sommes le principal bénéficiaire des fonds multicédants restants dont l'actif s'établit à 8,6 milliards de dollars puisque nous assumons la plus grande part de leurs pertes prévues en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit que nous avons fournis, de même qu'en raison de la variabilité de certains honoraires que nous touchons. Par conséquent, nous les avons consolidés au 31 janvier 2004. Le papier commercial et les autres passifs de ces fonds multicédants consolidés, présentés dans les autres passifs de notre bilan consolidé, sont sans garantie (sauf lorsque nous sommes partie à des facilités de garantie de liquidités ou à des rehaussements de crédit), et nous n'avons aucun droit sur les actifs détenus par ces fonds multicédants, qui sont présentés dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : prêts sur cartes de crédit de 0,8 milliard de dollars, prêts aux particuliers de 3,2 milliards et prêts aux entreprises et aux gouvernements de 4,6 milliards. Nous procédons actuellement à la restructuration de ces fonds multicédants consolidés, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Nous avons consolidé plusieurs autres entités ad hoc au 31 janvier 2004 et continuons de consolider les EDDV créées depuis le 31 janvier 2003 lorsque nous en sommes le principal bénéficiaire. Elles sont principalement utilisées aux fins de la création de produits de placement et de produits financiers structurés, et comprennent aussi certaines structures de rémunération, et leur actif au 31 janvier 2004 s'établissait à 2,5 milliards de dollars. L'incidence cumulée sur l'actif est présentée dans notre bilan consolidé principalement de la façon suivante : titres du compte de négociation de 0,4 milliard de dollars, prêts aux entreprises de 1 milliard et autres actifs de 0,4 milliard. La consolidation des structures de rémunération a entraîné une augmentation des actions de trésorerie, mais n'a eu aucune incidence nette sur les capitaux propres en raison d'une augmentation correspondante du capital d'apport additionnel liée à l'obligation d'octroyer ces actions aux employés.

Nous avons évalué notre participation dans d'autres entités ad hoc et bien que nous ne soyons le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles, nous détenons dans certaines de ces entités ad hoc des droits variables importants. Ces entités ad hoc dans lesquelles nous détenons des droits variables importants avaient un actif totalisant environ 5 milliards de dollars au 31 janvier 2004 et comprennent principalement certaines obligations garanties par les créances (OGC), certains programmes de papier commercial adossé à des créances administrés par des tiers et certaines structures de financement structuré. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à nos droits variables importants dans chacune de ces entités ad hoc s'établit à environ 2 milliards de dollars au 31 janvier 2004 et comprend principalement notre placement dans ces dernières, ainsi que des prêts et la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités qui leur ont été consentis.

Le 31 janvier 2004, nous avons procédé à la déconsolidation d'une OGC dont l'actif totalise 0,4 milliard de dollars parce que la variabilité de nos honoraires à titre de gestionnaire de garanties n'est pas suffisamment importante pour que nous en soyons considérés le principal bénéficiaire en vertu du FIN 46R. Nous continuons de ne pas consolider une fiducie de capital créée en 2003 aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 0,9 milliard de dollars. Nous avons émis un billet de dépôt de premier rang du même montant à la fiducie. Bien que nous détenions les capitaux propres ordinaires et le contrôle des droits de vote liés à la fiducie, nous ne sommes pas réputés en être le principal bénéficiaire puisque nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. Au 31 janvier 2004, nous avons procédé, pour des raisons semblables, à la déconsolidation de certaines autres fiducies de capital pour environ 0,1 milliard de dollars.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous titrisons nos actifs par l'entremise d'EDDV. Nous n'avons pas consolidé ces EDDV au 31 janvier 2004 en vertu du FIN 46R, soit parce que ces EDDV sont des structures d'accueil admissibles aux termes de la norme FAS 140 et donc exemptées expressément de l'exigence de consolidation du FIN 46R, soit parce que le degré de notre participation par rapport aux autres investisseurs de l'EDDV est tel que nous n'assumons pas la plus grande part des pertes prévues. Pour de plus amples détails ayant trait à nos activités de titrisation, voir la note 3.

Nous sommes liés à plusieurs autres entités qui ne sont pas considérées comme des entités ad hoc mais qui pourraient possiblement être des EDDV en vertu du FIN 46R. Entre autres, nous détenons des droits variables importants principalement dans certains fonds clones et partenariats en investissement dont l'actif s'établit à environ 3 milliards de dollars au 31 janvier 2004. La perte maximale que nous pourrions subir relativement à notre participation dans ces entités s'établissait à environ 1 milliard de dollars au 31 janvier 2004.

Fonds communs de placement et actifs administrés en fiducie

En vertu du FIN 46, nous avons conclu que nous serions le principal bénéficiaire d'entités présentant une faible volatilité du rendement sur leur actif. Puisque le FIN 46R a retiré la disposition du FIN 46 qui exigeait la comparaison entre les honoraires bruts touchés et la variabilité du rendement à laquelle sont exposés les investisseurs ou les bénéficiaires, nous ne nous considérons plus comme le principal bénéficiaire de ces entités et nous ne considérons pas que la variabilité de nos honoraires est importante par rapport au risque assumé par les investisseurs ou les bénéficiaires.

Nous continuons à évaluer nos liens avec d'éventuelles EDDV et à surveiller les faits nouveaux qui pourraient influencer sur notre interprétation actuelle du FIN 46R. Conformément aux exigences, nous adopterons le FIN 46R dans sa totalité à compter du 30 avril 2004 pour toutes les entités non considérées comme des entités ad hoc et à compter du 31 janvier 2004 pour les entités considérées comme des entités ad hoc en vertu du FIN 46.

Classement des couvertures économiques

En décembre 2003, la Securities and Exchange Commission a clarifié sa position relative au classement, dans l'état des résultats, des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture en vertu du FAS 133. Par conséquent, nous avons reclassé les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces produits dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début du trimestre a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs, et les opérations subséquentes ont aussi été inscrites à titre d'ajustements aux montants reclassés d'ouverture. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente, de l'annulation ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté au poste Capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Principales modifications comptables futures

Divulgence de renseignements supplémentaires par les employeurs relativement aux régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite
En décembre 2003, le FASB a publié le FAS 132 (révisé en 2003), intitulé *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits, an amendment of FASB Statements No. 87, 88 and 106*, qui exige la divulgation de renseignements supplémentaires relatifs aux actifs, aux obligations, aux flux de trésorerie et au coût

net des prestations périodiques liés aux régimes de retraite à prestations déterminées et à d'autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Cette norme ne modifie pas les méthodes de mesure ou de constatation pour ces régimes. L'information exigée pour les régimes de retraite doit être présentée distinctement de celle relative aux autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Les nouvelles exigences en matière de présentation sont en vigueur pour les exercices des sociétés ouvertes se terminant après le 15 décembre 2003, et prendront effet à une date ultérieure dans le cas de certains renseignements et des régimes étrangers. En ce qui a trait aux périodes intermédiaires, les exigences sont en vigueur pour les périodes débutant après le 15 décembre 2003.

Note 2 Acquisitions

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Le 18 novembre 2003, RBC Assurances a annoncé l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (PLAIC), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances prendra en charge les obligations au titre des polices de PLAIC et pourrait investir jusqu'à 500 millions de dollars afin de finaliser l'acquisition. La clôture de l'opération est attendue d'ici le mois d'avril 2004, et est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation canadiens.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Banks, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (« Provident »), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les

Note 4 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par la norme FAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré Pour le trimestre terminé le			Données pro forma Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2004	2003	2003	2004	2003	2003
Bénéfice net	793 \$	804 \$	767 \$	784 \$	789 \$	757 \$
Bénéfice par action	1,20	1,21	1,12	1,19	1,18	1,10
Bénéfice dilué par action	1,19	1,19	1,10	1,17	1,17	1,09

Note 5 Garanties et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes du FIN 45, *Guarantor's Accounting and Disclosure Requirements for Guarantees, Including Indirect Guarantees of Indebtedness of Others*.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 31 janvier 2004. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en nantissement.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties
Dérivés de crédit/options vendues (1)	17 165 \$
Facilités de garantie de liquidités	15 905
Lettres de crédit de soutien financier	10 404
Rehaussements de crédit	5 206
Garanties d'exécution	3 112
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	244

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

Au 31 janvier 2004, nous avons constaté dans notre bilan consolidé un montant de 175 millions de dollars relativement à ces garanties.

Veuillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2003 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties et une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation. Aucun montant n'a été constaté dans notre bilan consolidé relativement à ces ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron

Le 1^{er} décembre 2003, la Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été ajoutées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés) dans le cadre de la procédure de faillite d'Enron Corp. contre de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

Le 9 janvier 2004, la Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une

catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige est fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières.

Acquisition de William R. Hough & Co. Inc.

Le 16 décembre 2003, RBC Dain Rauscher Inc. a annoncé la conclusion d'une entente visant l'achat de toutes les actions ordinaires en circulation de William R. Hough & Co. Inc., ayant son siège à St. Petersburg, en Floride. La clôture de l'opération est attendue d'ici à la fin de février 2004 et est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation américains.

Note 3 Titrisations

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,1 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires et nous avons initialement vendu pour 775 millions de dollars de ces titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 769 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 14 millions sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 8 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres susceptibles de vente.

La direction évalue actuellement le bien-fondé du litige en cours avec Enron. En raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant la résolution de ces poursuites et des nombreux défendeurs nommés dans plusieurs d'entre elles, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires.

La direction évalue actuellement le bien-fondé du litige en cours avec Enron. En raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant la résolution de ces poursuites et des nombreux défendeurs nommés dans plusieurs d'entre elles, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 6 Règlement relatif à Rabobank

Le 21 juin 2002, soit une semaine avant la date où elle devait verser à la Banque Royale du Canada un montant de 517 millions de dollars US plus les intérêts courus, conformément aux conditions d'un swap sur rendement total inscrit au poste Autres actifs, Cooperative Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank B.A. (« Rabobank ») a intenté une poursuite contre nous devant un tribunal de l'État de New York en vue de faire annuler son obligation en vertu du swap. Le 24 juin 2002, nous avons entamé des procédures contre Rabobank auprès de la Haute Cour de Londres, alléguant que Rabobank avait répudié son obligation en vertu du swap.

En octobre 2003, nous avons touché un règlement évalué à environ 195 millions de dollars US plus les intérêts courus aux termes d'un règlement à l'amiable avec Enron Corporation, le comité des créanciers de Enron ainsi que Rabobank. Le règlement a réduit le montant dû par Rabobank à 322 millions de dollars US plus les intérêts courus.

Après la fin du trimestre, le 16 février 2004, la Banque Royale du Canada a annoncé qu'elle avait conclu un règlement confidentiel au terme d'une médiation non exécutoire avec Rabobank, mettant fin au litige. Le règlement, déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération et aux impôts, a diminué le bénéfice net de 74 millions de dollars ce trimestre.

Note 7 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (1)

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T1 04	T4 03	T1 03	T1 04	T4 03	T1 03	T1 04	T4 03	T1 03	T1 04	T4 03	T1 03
Revenu net d'intérêt	1 357 \$	1 378 \$	1 394 \$	– \$	– \$	– \$	104 \$	93 \$	116 \$	170 \$	119 \$	105 \$
Revenus autres que d'intérêt	512	487	565	498	548	526	825	821	768	568	513	582
Total des revenus	1 869	1 865	1 959	498	548	526	929	914	884	738	632	687
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	65	131	130	–	–	–	1	(2)	–	(70)	15	77
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	330	386	371	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 153	1 148	1 178	107	108	101	728	722	725	635	431	426
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	222	207	239	–	(7)	–	60	68	55	23	55	68
Bénéfice net (perte nette)	429 \$	379 \$	412 \$	61 \$	61 \$	54 \$	140 \$	126 \$	104 \$	150 \$	131 \$	116 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T1 04	T4 03	T1 03	T1 04	T4 03	T1 03	T1 04	T4 03	T1 03
Revenu net d'intérêt	45 \$	41 \$	45 \$	(31)\$	(45)\$	51 \$	1 645 \$	1 586 \$	1 711 \$
Revenus autres que d'intérêt	175	175	167	(28)	119	16	2 550	2 663	2 624
Total des revenus	220	216	212	(59)	74	67	4 195	4 249	4 335
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(14)	–	–	(10)	(7)	(7)	(28)	137	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	330	386	371
Frais autres que d'intérêt	155	159	144	3	14	(15)	2 781	2 582	2 559
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	22	13	20	(8)	4	56	319	340	438
Bénéfice net (perte nette)	57 \$	44 \$	48 \$	(44)\$	63 \$	33 \$	793 \$	804 \$	767 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	31 janvier 2004				31 octobre 2003				31 janvier 2003			
	Canada	É.U.	Autres pays	Total	Canada	É.U.	Autres pays	Total	Canada	É.U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 290 \$	249 \$	106 \$	1 645 \$	1 216 \$	277 \$	93 \$	1 586 \$	1 357 \$	314 \$	40 \$	1 711 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 291	886	373	2 550	1 383	844	436	2 663	1 248	917	459	2 624
Total des revenus	2 581	1 135	479	4 195	2 599	1 121	529	4 249	2 605	1 231	499	4 335
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	8	–	(36)	(28)	107	25	5	137	103	41	56	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	154	118	58	330	143	109	134	386	173	104	94	371
Frais autres que d'intérêt	1 464	1 073	244	2 781	1 458	858	266	2 582	1 428	911	220	2 559
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	324	(44)	39	319	305	38	(3)	340	363	66	9	438
Bénéfice net (perte nette)	631 \$	(12)\$	174 \$	793 \$	586 \$	91 \$	127 \$	804 \$	538 \$	109 \$	120 \$	767 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont comptabilisées selon l'emplacement du client et la devise locale de référence et sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts à intérêts non comptabilisés (2)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts à intérêts non comptabilisés					
Prêts hypothécaires résidentiels	130 \$	131 \$	128 \$	132 \$	132 \$
Prêts aux particuliers	229	235	260	273	293
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 437	1 379	1 511	1 758	1 949
Total	1 796 \$	1 745 \$	1 899 \$	2 163 \$	2 374 \$
Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts et des acceptations connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,17 %	0,17 %	0,17 %	0,18 %	0,18 %
Prêts aux particuliers	0,65 %	0,75 %	0,86 %	0,92 %	1,00 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	2,05 %	2,17 %	2,33 %	2,67 %	2,85 %
Total	0,95 %	0,98 %	1,07 %	1,23 %	1,35 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Provision cumulative au début	2 164 \$	2 265 \$	2 314 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(28)	137	200
Radiations			
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(4)	(1)
Prêts aux particuliers	(76)	(88)	(80)
Prêts sur cartes de crédit	(45)	(48)	(43)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(69)	(114)	(62)
	(191)	(254)	(186)
Recouvrements			
Prêts aux particuliers	16	17	17
Prêts sur cartes de crédit	8	10	9
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	49	16	20
	73	43	46
Radiations nettes	(118)	(211)	(140)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	6	–	–
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	–	–	8
Ajustements	12	(27)	(6)
Provision cumulative à la fin	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,26 %	0,47 %	0,31 %
Répartition de la provision cumulative			
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	37 \$	40 \$
Prêts aux particuliers	449	437	467
Prêts sur cartes de crédit	176	151	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 166	1 301	1 469
Provision cumulative attribuée	1 818	1 926	2 128
Provision cumulative générale non attribuée	218	238	248
Total	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Composantes de la provision cumulative			
Provisions spécifiques attribuées	772 \$	757 \$	954 \$
Provision générale attribuée	1 046	1 169	1 174
Total de la provision cumulative attribuée	1 818	1 926	2 128
Provision cumulative générale non attribuée	218	238	248
Total	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Répartition			
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 846 \$	2 055 \$	2 267 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	190	109	109
Total	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts et des acceptations	1,0 %	1,2 %	1,3 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,8 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture)	103 %	118 %	95 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR des États-Unis, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts à intérêts non comptabilisés sont présentés à leurs montants bruts.

Principales informations financières (non vérifié) (1)

	Variation par rapport au 31 janvier 2003	Pour le trimestre terminé le		
		31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)				
Résultats				
Revenu net d'intérêt	(2)%	1 661 \$	1 606 \$	1 699 \$
Revenus autres que d'intérêt	(1)	2 705	2 754	2 746
Total des revenus	(2)	4 366	4 360	4 445
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	n.s.	(25)	140	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	11	452	513	408
Frais autres que d'intérêt	8	2 807	2 624	2 610
Bénéfice net	1	790	746	779
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	70 p.b.	17,8 %	16,5 %	17,1 %
Données au bilan				
Prêts (avant la provision cumulative pour pertes sur prêts)	4 %	173 659 \$	170 394 \$	166 753 \$
Actif	7	416 444	403 033	389 804
Dépôts	7	264 966	259 145	248 173
Déventures subordonnées	16	7 639	6 243	6 571
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(1)	17 639	17 543	17 743
Ratios de capital (3)				
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques	(50)p.b.	10,1 %	10,5 %	10,6 %
Ratio du capital de première catégorie	(10)	9,3 %	9,7 %	9,4 %
Ratio du capital total	20	12,9 %	12,8 %	12,7 %
Information sur les actions ordinaires				
Actions en circulation (en milliers)				
À la fin	(3)%	649 011	656 021	666 439
Moyenne (de base)	(2)	650 044	656 952	666 006
Moyenne (dilué)	(2)	658 738	663 841	673 400
Bénéfice par action				
De base	5 %	1,20 \$	1,12 \$	1,14 \$
Dilué	5	1,18	1,11	1,12
Cours de l'action				
Haut (4)	10 %	65,90 \$	65,00 \$	59,86 \$
Bas (4)	12	60,26	57,50	53,91
À la clôture	14	63,19	63,48	55,30
Dividendes par action	15	0,46	0,46	0,40
Valeur comptable par action – à la fin	2	27,18	26,74	26,62
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	11	41,0	41,6	36,8
Renseignements divers				
Employés (équivalent de travail à plein temps)	903	60 673	60 812	59 770
Guichets automatiques bancaires	(89)	4 399	4 401	4 488
Unités de service				
Au Canada	(8)	1 298	1 297	1 306
À l'étranger	18	802	788	784

(1) L'information financière est tirée des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certains termes sont définis dans le glossaire présenté aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (calculée selon la moyenne des soldes mensuels liés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période).

(3) Selon les lignes directrices établies par le surintendant des institutions financières Canada (BSIF) et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR du Canada.

(4) Cours intrajournaliers – haut et bas.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilan consolidé (non vérifié)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Actif			
Liquidités			
Encaisse et montants à recevoir de banques	3 342 \$	2 887 \$	3 001 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	16 041	14 667	17 387
	19 383	17 554	20 388
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 11 569 \$, 11 791 \$ et 6 340 \$)	89 316	81 827	71 696
Titres du compte de placement	36 960	35 238	28 288
Titres de substitut de prêt	312	325	372
	126 588	117 390	100 356
Biens achetés en vertu de conventions de revente	32 612	36 289	39 396
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	78 575	78 817	73 415
Prêts aux particuliers	31 924	31 167	29 367
Prêts sur cartes de crédit	5 403	4 816	5 214
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	59 603	57 649	61 024
	175 505	172 449	169 020
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 846)	(2 055)	(2 267)
	173 659	170 394	166 753
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 693	5 943	7 292
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 350	35 612	36 716
Locaux et matériel	1 753	1 670	1 627
Écart d'acquisition	4 754	4 587	5 059
Autres actifs incorporels	580	580	681
Autres actifs	13 072	13 014	11 536
	64 202	61 406	62 911
	416 444 \$	403 033 \$	389 804 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	109 116 \$	106 709 \$	105 293 \$
Entreprises et gouvernements	130 098	129 860	114 894
Banques	25 752	22 576	27 986
	264 966	259 145	248 173
Autres			
Acceptations	5 693	5 943	7 292
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	24 632	22 855	19 489
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	20 361	23 735	23 387
Montants se rapportant aux produits dérivés	40 607	37 775	38 099
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	5 243	5 256	3 232
Autres passifs	26 435	21 318	22 841
	122 971	116 882	114 340
Débiteures subordonnées	7 639	6 243	6 571
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 397	2 388	1 445
Capitaux propres			
Actions privilégiées	832	832	1 532
Actions ordinaires (émises – 655 962 800, 656 021 122 et 666 439 266)	7 055	7 018	7 046
Capital d'apport additionnel	130	85	81
Bénéfices non répartis	11 734	11 333	10 684
Actions de trésorerie (6 951 478 actions)	(431)	–	–
Écart de conversion	(849)	(893)	(68)
	18 471	18 375	19 275
	416 444 \$	403 033 \$	389 804 \$

État consolidé des résultats (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 435 \$	2 451 \$	2 585 \$
Valeurs mobilières	745	674	729
Biens achetés en vertu de conventions de revente	145	186	200
Dépôts à des banques	81	78	112
	3 406	3 389	3 626
Frais d'intérêt			
Dépôts	1 269	1 290	1 433
Autres passifs	373	400	398
Débitures subordonnées	103	93	96
	1 745	1 783	1 927
Revenu net d'intérêt	1 661	1 606	1 699
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	613	676	574
Revenus tirés des activités de négociation	440	441	544
Commissions de courtage en valeurs mobilières	347	285	270
Commissions de gestion de placements et de services de garde	303	306	281
Frais bancaires sur les dépôts et les paiements	257	268	279
Revenus tirés des fonds communs de placement	202	175	169
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	181	204	130
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	73	75	66
Revenus sur cartes	126	144	124
Revenus tirés de la titrisation	63	60	34
Commissions de crédit	50	43	63
Revenus tirés des activités hypothécaires	2	(12)	69
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	4	11	(14)
Autres	44	78	157
	2 705	2 754	2 746
Total des revenus	4 366	4 360	4 445
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(25)	140	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	452	513	408
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 676	1 603	1 641
Matériel	223	227	211
Frais d'occupation	181	179	186
Communications	153	197	180
Honoraires	97	134	113
Impartition de services de traitement	69	73	74
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	19
Autres	392	195	186
	2 807	2 624	2 610
Bénéfice net avant impôts	1 132	1 083	1 227
Charge d'impôts	300	300	420
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	832	783	807
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	42	37	28
Bénéfice net	790 \$	746 \$	779 \$
Dividendes sur actions privilégiées	11	11	23
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	779 \$	735 \$	756 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	650 044	656 952	666 006
Bénéfice par action (en dollars)	1,20 \$	1,12 \$	1,14 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	658 738	663 841	673 400
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,18 \$	1,11 \$	1,12 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,46 \$	0,46 \$	0,40 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Actions privilégiées			
Solde au début	832 \$	841 \$	1 545 \$
Gain ou perte de change relatif aux actions libellées en devises	–	(9)	(13)
Solde à la fin	832	832	1 532
Actions ordinaires			
Solde au début	7 018	7 019	6 979
Émises	53	37	76
Achetées aux fins d'annulation	(16)	(38)	(9)
Solde à la fin	7 055	7 018	7 046
Capital d'apport additionnel			
Solde au début	85	84	78
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	(1)	–	(1)
Attributions de rémunération à base d'actions	12	1	4
Montants reclassés	34	–	–
Solde à la fin	130	85	81
Bénéfices non répartis			
Solde au début	11 333	11 075	10 235
Bénéfice net	790	746	779
Dividendes sur actions privilégiées	(11)	(11)	(23)
Dividendes sur actions ordinaires	(298)	(301)	(267)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(78)	(176)	(40)
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, « Contrats de dépôt indexés sur actions », déduction faite des impôts connexes	(2)	–	–
Solde à la fin	11 734	11 333	10 684
Actions de trésorerie			
Montants reclassés	(304)	–	–
Acquisitions nettes	(127)	–	–
Solde à la fin	(431)	–	–
Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes			
Solde au début	(893)	(473)	(54)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	265	(1 814)	(155)
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés, déduction faite des impôts connexes	(221)	1 394	141
Solde à la fin	(849)	(893)	(68)
Capitaux propres à la fin	18 471 \$	18 375 \$	19 275 \$

État consolidé des flux de trésorerie (non vérifié)

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens)			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	790 \$	746 \$	779 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
(Recouvrement de) dotation à la provision pour pertes sur créances	(25)	140	200
Amortissement	98	99	101
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	19
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	25	–	–
Gain à la vente de locaux et de matériel	(5)	(2)	(5)
Gain tiré de la titrisation de prêts	(8)	(9)	–
Perte liée au placement dans des sociétés associées	9	34	–
Gain (perte) à la vente de titres du compte de placement	(4)	(11)	14
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(13)	(186)	407
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(98)	33	11
Impôts exigibles	(1 376)	415	(124)
Impôts reportés	(37)	41	45
Actifs se rapportant aux produits dérivés	(2 738)	(872)	(6 458)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	2 832	2 054	5 962
Titres du compte de négociation	(7 664)	(9 912)	(3 368)
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 777	1 063	379
Autres	2 905	(3 220)	(921)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(3 516)	(9 571)	(2 959)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 553)	4 141	1 402
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(3 846)	(2 552)	1 208
Produit tiré de la titrisation de prêts	769	1 000	–
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	4 260	7 703	3 367
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	8 643	8 924	5 455
Acquisitions de titres du compte de placement	(14 319)	(15 519)	(11 304)
Variation des titres de substitut de prêt	13	11	22
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(181)	(196)	(75)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	3 677	7 082	(2 311)
Flux de trésorerie nets provenant de (affectés à) l'acquisition de filiales	558	(109)	(194)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(2 979)	10 485	(2 430)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	5 821	2 694	3 818
Émission de débentures subordonnées	1 500	–	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	(100)	–
Émission d'actions ordinaires	49	36	71
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(94)	(214)	(49)
Acquisitions nettes d'actions de trésorerie	(127)	–	–
Dividendes versés	(309)	(294)	(289)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(3 374)	(854)	2 278
Variation des emprunts à court terme des filiales	3 484	(1 769)	27
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	6 950	(501)	5 856
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	455	413	467
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	2 887	2 474	2 534
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	3 342 \$	2 887 \$	3 001 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	1 867 \$	1 604 \$	1 948 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	1 553 \$	168 \$	759 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 Principales conventions comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et en fonction des mêmes conventions comptables que celles qui sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 (pages 72A à 76A du rapport annuel 2003), sous réserve des renseignements ci-après.

Contrats de dépôt indexés sur actions

En novembre 2003, le Conseil des normes comptables a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 17 intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions* (NOC-17). La NOC-17, qui a trait aux obligations de dépôt prévoyant que nous versions des paiements variables basés sur le rendement de certains indices boursiers, permet la constatation à la juste valeur du paiement variable intégré dans ces contrats, les variations de cette juste valeur devant être constatées dans les résultats au fur et à mesure qu'elles se produisent. Nous avons choisi d'appliquer la note d'orientation prospectivement à nos CPG indexés sur actions et nos billets indexés sur actions, ce qui n'a pas eu d'incidence importante sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation pour ce trimestre.

Classement des couvertures économiques

Nous avons mis à jour la présentation des couvertures économiques qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture afin de reclasser les gains et les pertes réalisés sur ces couvertures, auparavant présentés au poste Revenu d'intérêt – Prêts, dans le poste Revenus autres que d'intérêt – Autres, de telle sorte que les revenus, les charges et les variations de la juste valeur liés à ces dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture sont maintenant tous inscrits au même poste de notre état consolidé des résultats pour le trimestre courant et les périodes antérieures.

Principes comptables généralement reconnus

En juillet 2003, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié le chapitre 1100, intitulé *Principes comptables généralement reconnus*. Ce chapitre établit les normes de présentation de l'information financière conformément aux PCGR et fournit des directives relatives aux sources à consulter au moment du choix des conventions comptables et de la présentation appropriée lorsqu'un sujet donné n'est pas expressément traité par les sources premières de PCGR. Les dispositions du chapitre 1100 sont appliquées prospectivement aux opérations et aux soldes en cours au 1^{er} novembre 2003. À la lumière des dispositions du chapitre 1100, nous avons revu notre application de certaines conventions comptables, comme il est expliqué ci-après.

Comptabilisation à la date de transaction

Nous avons appliqué prospectivement la comptabilisation à la date de transaction pour les valeurs mobilières dans notre bilan consolidé intermédiaire. L'application de la comptabilisation à la date de transaction a augmenté les autres actifs de 1 221 millions de dollars et les autres passifs de 624 millions, et a diminué les valeurs mobilières de 597 millions au 31 janvier 2004.

Actions de trésorerie

À compter du 1^{er} novembre 2003, nous avons inscrit, à titre de déduction du total des capitaux propres, nos propres actions acquises et détenues par des filiales à des fins autres que leur annulation. Ces actions sont maintenant présentées au poste Actions de trésorerie mais étaient auparavant classées dans les titres du compte de négociation et dans les autres actifs. Le solde en circulation au début du trimestre a été reclassé dans les actions de trésorerie plutôt que dans les actifs, et les opérations subséquentes ont aussi été inscrites à titre d'ajustements aux montants reclassés d'ouverture. Les actions de trésorerie sont inscrites à leur coût historique et subissent une réduction au moment de la revente, de l'annulation ou du transfert aux employés en vertu de certaines ententes de rémunération à base d'actions. Tout gain ou toute perte sur la revente ou le transfert d'actions de trésorerie est constaté au poste Capital d'apport additionnel ou imputé aux bénéfices non répartis, respectivement.

Actions libellées en devises

Avant le 1^{er} novembre 2003, les actions libellées en devises étaient converties au taux en vigueur à la date du bilan. Nous ne modifions plus le taux auquel ces actions sont converties. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés n'a pas été importante.

Autres

Nous continuons d'évaluer l'incidence du chapitre 1100 sur nos états financiers consolidés, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle relative à la compensation de certains actifs et passifs.

Principales modifications comptables futures

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

En juin 2003, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (variable interest entities) (NOC-15). La NOC-15 est harmonisée avec le bulletin d'interprétation n° 46 du Financial Accounting Standards Board (FASB), intitulé *Consolidation of Variable*

Interest Entities, et elle fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme étant des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». La NOC-15 sera en vigueur pour tous les exercices et les périodes intermédiaires débutant à compter du 1^{er} novembre 2004. En décembre 2003, le FASB a publié une version révisée du bulletin d'interprétation n° 46. Par conséquent, l'ICCA publiera un exposé-sondage ayant trait à des modifications proposées à la NOC-15 afin de l'harmoniser avec la directive américaine correspondante, et dont la date d'entrée en vigueur devrait être la même que celle de la NOC-15 initiale. L'ICCA a aussi suspendu l'entrée en vigueur de certaines dispositions relatives à la présentation de la NOC-15 jusqu'à ce que les modifications aient été précisées. Si la NOC-15 est harmonisée avec la directive américaine révisée, nous nous attendons à ne pas devoir consolider nos EDDV liées à des fonds communs de placement ou à des actifs gérés en fiducie aux fins de la protection de l'actif, du transfert de patrimoine entre les générations, de la planification successorale et de la planification financière.

Certains des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) que nous administrons et dont l'actif totalisait 19 milliards de dollars au 31 janvier 2004 ont été restructurés, et nous ne sommes pas tenus de les consolider en vertu du bulletin d'interprétation révisé n° 46. Nous procédons actuellement à la restructuration des fonds multicédants restants, ce qui pourrait avoir pour incidence que nous n'en serons plus le principal bénéficiaire.

Passif et capitaux propres

Par suite des révisions finales du chapitre 3860 de l'ICCA, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, qui entrera en vigueur le 1^{er} novembre 2004, nous devons reclasser à titre de passif certains de nos instruments financiers pouvant être réglés par un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur au moment de la conversion par le détenteur. La norme révisée pourrait entraîner le reclassement d'un montant de 1,4 milliard de dollars en titres de fiducie de capital compris dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales et d'un montant de 300 millions de dollars en actions privilégiées de premier rang, série N, à titre de passif financier dans notre bilan consolidé. Les distributions du rendement et dividendes cumulés relatifs à ces instruments seront aussi reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats.

Note 2 Acquisitions

Acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company

Le 18 novembre 2003, RBC Assurances a annoncé l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Insurance Company (PLAIC), une filiale en propriété exclusive de UnumProvident Corporation. Dans le cadre de cette opération, RBC Assurances prendra en charge les obligations au titre des polices de PLAIC et pourrait investir jusqu'à 500 millions de dollars afin de finaliser l'acquisition. La clôture de l'opération est attendue d'ici le mois d'avril 2004, et est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation canadiens.

Acquisition de Provident Financial Group Inc.

Le 21 novembre 2003, RBC Centura Bank, Inc. a acquis les activités de Provident Financial Group Inc. (« Provident »), société ayant son siège à Cincinnati, en Ohio. Les activités comprenaient toutes les activités de Provident en Floride, qui se composent de 13 succursales servant des régions de l'ouest de la Floride. La contrepartie comprenait un montant en espèces de 81 millions de dollars US et la prise en charge d'un passif corporel net évalué à environ 27 millions de dollars US. Ce montant représentait une contrepartie totale excédentaire d'environ 108 millions de dollars US et a été réparti entre les actifs incorporels liés à des dépôts de base et l'écart d'acquisition, pour environ 10 millions de dollars US et 98 millions de dollars US, respectivement.

Acquisition de William R. Hough & Co. Inc.

Le 16 décembre 2003, RBC Dain Rauscher Inc. a annoncé la conclusion d'une entente visant l'achat de toutes les actions ordinaires en circulation de William R. Hough & Co. Inc., ayant son siège à St. Petersburg, en Floride. La clôture de l'opération est attendue d'ici la fin de février 2004 et est assujettie à l'approbation des organismes de réglementation américains.

Note 3 Titrisations

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,1 milliard de dollars par la création de titres hypothécaires et nous avons initialement vendu pour 775 millions de dollars de ces titres. Nous avons reçu un produit net en espèces de 769 millions de dollars et avons conservé des droits relatifs aux intérêts futurs excédentaires de 14 millions sur les prêts hypothécaires. Un gain avant impôts de 8 millions de dollars sur la vente, après déduction des frais liés à l'opération, a été constaté au poste Revenus tirés de la titrisation. Les titres hypothécaires créés et non vendus demeurent inscrits au bilan consolidé, au poste Titres du compte de négociation.

Note 4 Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par l'ICCA au chapitre 3870, intitulé *Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions faites après le 1^{er} novembre 2002.

Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions faites avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net pro forma et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré Pour le trimestre terminé le			Données pro forma Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier	31 octobre	31 janvier	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2004	2003	2003	2004	2003	2003
Bénéfice net	790 \$	746 \$	779 \$	782 \$	737 \$	770 \$
Bénéfice par action	1,20	1,12	1,14	1,18	1,11	1,12
Bénéfice dilué par action	1,18	1,11	1,12	1,17	1,10	1,11

Note 5 Éventualités

Litige lié à Enron

Le 1^{er} décembre 2003, la Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été ajoutées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés) dans le cadre de la procédure de faillite d'Enron Corp. contre de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

Le 9 janvier 2004, la Banque Royale du Canada et des entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige est fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières.

La direction évalue actuellement le bien-fondé du litige en cours avec Enron. En raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant la résolution de ces poursuites et des nombreux défendeurs nommés dans plusieurs d'entre elles, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 7 Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (1)

a) Résultats trimestriels par secteur d'exploitation

	RBC Banque			RBC Assurances			RBC Investissements			RBC Marchés des Capitaux		
	T1	T4	T1	T1	T4	T1	T1	T4	T1	T1	T4	T1
	04	03	03	04	03	03	04	03	03	04	03	03
Revenu net d'intérêt	1 357 \$	1 378 \$	1 394 \$	– \$	– \$	– \$	104 \$	93 \$	116 \$	170 \$	100 \$	105 \$
Revenus autres que d'intérêt	512	488	564	613	676	574	825	821	767	548	528	621
Total des revenus	1 869	1 866	1 958	613	676	574	929	914	883	718	628	726
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	65	131	130	–	–	–	1	(2)	–	(67)	18	77
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	452	513	408	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 153	1 152	1 179	108	112	123	728	722	725	635	431	426
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	222	206	239	(3)	(7)	(4)	60	68	55	15	52	79
Bénéfice net (perte nette)	429 \$	377 \$	410 \$	56 \$	58 \$	47 \$	140 \$	126 \$	103 \$	135 \$	127 \$	144 \$

	RBC Services Internationaux			Autres			Total		
	T1	T4	T1	T1	T4	T1	T1	T4	T1
	04	03	03	04	03	03	04	03	03
Revenu net d'intérêt	45 \$	42 \$	45 \$	(15) \$	(7) \$	39 \$	1 661 \$	1 606 \$	1 699 \$
Revenus autres que d'intérêt	208	211	201	(1)	30	19	2 705	2 754	2 746
Total des revenus	253	253	246	(16)	23	58	4 366	4 360	4 445
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(14)	–	–	(10)	(7)	(7)	(25)	140	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	452	513	408
Frais autres que d'intérêt	181	187	171	2	20	(14)	2 807	2 624	2 610
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	29	23	27	19	(5)	52	342	337	448
Bénéfice net (perte nette)	57 \$	43 \$	48 \$	(27) \$	15 \$	27 \$	790 \$	746 \$	779 \$

b) Résultats trimestriels par secteur géographique

	31 janvier 2004				31 octobre 2003				31 janvier 2003			
	Canada	É.U.	Autres pays	Total	Canada	É.U.	Autres pays	Total	Canada	É.U.	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêt	1 307 \$	249 \$	105 \$	1 661 \$	1 237 \$	277 \$	92 \$	1 606 \$	1 346 \$	314 \$	39 \$	1 699 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 368	963	374	2 705	1 367	951	436	2 754	1 348	926	472	2 746
Total des revenus	2 675	1 212	479	4 366	2 604	1 228	528	4 360	2 694	1 240	511	4 445
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	11	-	(36)	(25)	110	25	5	140	103	41	56	200
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	212	57	452	165	215	133	513	208	106	94	408
Frais autres que d'intérêt	1 495	1 069	243	2 807	1 502	857	265	2 624	1 469	921	220	2 610
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	351	(49)	40	342	300	38	(1)	337	368	64	16	448
Bénéfice net (perte nette)	635 \$	(20)\$	175 \$	790 \$	527 \$	93 \$	126 \$	746 \$	546 \$	108 \$	125 \$	779 \$

(1) Aux fins de l'information de gestion, nos activités sont réparties entre différents secteurs d'exploitation principaux : RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux. Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes fonctionnels et le groupe de technologie de l'information. Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de ces secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds, des biens et des services entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque, ces méthodes étant assujetties à un examen continu. Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont comptabilisées selon l'emplacement du client et la devise locale de référence et sont assujetties aux variations du taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

Note 8 | Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

L'information financière consolidée a été dressée conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du surintendant des institutions financières Canada, l'information financière doit être dressée selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont décrites ci-après.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 janvier 2004			Au 31 octobre 2003			Au 31 janvier 2003		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Liquidités	19 383 \$	18 \$	19 401 \$	17 554 \$	(34) \$	17 520 \$	20 388 \$	(28)\$	20 360 \$
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	89 316	(321)	88 995	81 827	(813)	81 014	71 696	(1 195)	70 501
Titres du compte de placement	36 960	(36 960)	-	35 238	(35 238)	-	28 288	(28 288)	-
Titres de substitut de prêt	312	(312)	-	325	(325)	-	372	(372)	-
Titres susceptibles de vente	-	37 636	37 636	-	35 783	35 783	-	29 031	29 031
Biens achetés en vertu de conventions de revente	32 612	-	32 612	36 289	-	36 289	39 396	-	39 396
Prêts	173 659	8 688	182 347	170 394	98	170 492	166 753	65	166 818
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 693	-	5 693	5 943	-	5 943	7 292	-	7 292
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 350	1 257	39 607	35 612	1 028	36 640	36 716	584	37 300
Locaux et matériel	1 753	(19)	1 734	1 670	(15)	1 655	1 627	(15)	1 612
Écart d'acquisition	4 754	46	4 800	4 587	46	4 633	5 059	36	5 095
Autres actifs incorporels	580	-	580	580	-	580	681	-	681
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	-	1 909	1 909	-	3 321	3 321	-	1 662	1 662
Actif lié aux comptes distincts	-	183	183	-	224	224	-	70	70
Autres actifs	13 072	11 938	25 010	13 014	5 483	18 497	11 536	942	12 478
	416 444 \$	24 063 \$	440 507 \$	403 033 \$	9 558 \$	412 591 \$	389 804 \$	2 492 \$	392 296 \$
Passif et capitaux propres									
Dépôts	264 966 \$	707 \$	265 673 \$	259 145 \$	1 373 \$	260 518 \$	248 173 \$	458 \$	248 631 \$
Autres									
Acceptations	5 693	-	5 693	5 943	-	5 943	7 292	-	7 292
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	24 632	-	24 632	22 855	(112)	22 743	19 489	(566)	18 923
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	20 361	-	20 361	23 735	-	23 735	23 387	-	23 387
Montants se rapportant aux produits dérivés	40 607	984	41 591	37 775	652	38 427	38 099	334	38 433
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	5 243	1 992	7 235	5 256	3 374	8 630	3 232	1 609	4 841
Passif lié aux comptes distincts	-	183	183	-	224	224	-	70	70
Autres passifs	26 435	20 997	47 432	21 318	4 881	26 199	22 841	281	23 122
Débitures subordonnées	7 639	392	8 031	6 243	338	6 581	6 571	314	6 885
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 397	(904)	1 493	2 388	(914)	1 474	1 445	-	1 445
Capitaux propres	18 471	(288)	18 183	18 375	(258)	18 117	19 275	(8)	19 267
	416 444 \$	24 063 \$	440 507 \$	403 033 \$	9 558 \$	412 591 \$	389 804 \$	2 492 \$	392 296 \$

États consolidés condensés des résultats

	Trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
Bénéfice net, selon les PCGR du Canada	790 \$	746 \$	779 \$
Différences :			
Revenu net d'intérêt			
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(2)	(6)	13
Entités à détenteurs de droits variables (2)	(14)	(14)	–
Coentreprises (3)	–	–	(1)
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés (4)	(115)	(128)	(48)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	4	69	(24)
Reclassement de valeurs mobilières (5)	3	2	(16)
Entités à détenteurs de droits variables (2)	1	(2)	–
Sociétés en commandite (6)	(15)	–	–
Coentreprises (3)	(33)	(39)	(34)
Autres	–	7	–
Dotations à la provision pour pertes sur créances			
Reclassement de valeurs mobilières (5)	3	3	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (4)	122	127	37
Frais autres que d'intérêt			
Droits à la plus-value des actions (7)	(1)	8	1
Charges liées aux activités d'assurance (4)	1	4	22
Coentreprises (3)	26	30	28
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	11	(16)	10
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales			
Entités à détenteurs de droits variables (2)	12	13	–
Bénéfice net, selon les PCGR des États-Unis	793 \$	804 \$	767 \$
Bénéfice par action	1,20 \$	1,21 \$	1,12 \$
Bénéfice dilué par action	1,19 \$	1,19 \$	1,10 \$

Pour une analyse complète des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2003 à la page 102A de notre rapport annuel 2003.

- (1) Produits dérivés et opérations de couverture
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait augmenté le bénéfice net de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et aurait entraîné une augmentation des prêts de 46 millions, une augmentation des autres actifs de 1 115 millions, une augmentation des dépôts de 113 millions, une augmentation des autres passifs de 831 millions, une augmentation des débetures subordonnées de 392 millions, une diminution des liquidités de 34 millions et une diminution des capitaux propres de 209 millions au 31 janvier 2004. Comme il est expliqué à la page 29, nous avons adopté la NOC-17, intitulée *Contrats de dépôt indexés sur actions en vertu des PCGR du Canada* prospectivement, ce qui a eu pour effet d'éliminer une différence avec les PCGR des États-Unis relative aux contrats de dépôt à l'égard desquels nous sommes tenus d'effectuer des paiements variables en fonction du rendement de certains indices boursiers. La composante variable intégrée dans nos CPG indexés sur actions et nos billets indexés sur actions est séparée du contrat dans lequel elle est intégrée et constatée à sa juste valeur tant en vertu des PCGR du Canada qu'en vertu de ceux des États-Unis, les variations subséquentes de la juste valeur étant constatées dans le bénéfice net.
- (2) Entités à détenteurs de droits variables
Le bulletin d'interprétation n° 46 du FASB, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities* (FIN 46), et le FIN 46R (une révision du FIN 46 publiée en décembre 2003) exigent la consolidation des entités à détenteurs de droits variables par le principal bénéficiaire. L'application des dispositions relatives à la date d'entrée en vigueur du FIN 46R aurait entraîné la consolidation de diverses entités ad hoc (principalement certains fonds multicédants) et la déconsolidation de certaines autres, entraînant l'augmentation des liquidités de 52 millions de dollars, l'augmentation des prêts de 8 642 millions, l'augmentation des autres actifs de 61 millions, l'augmentation des dépôts de 392 millions et l'augmentation des autres passifs de 8 730 millions, et la diminution des valeurs mobilières de 537 millions et la diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 904 millions au 31 janvier 2004.
- (3) Coentreprises
Les placements dans des coentreprises sont constatés selon la méthode de la consolidation proportionnelle en vertu des PCGR du Canada et constatés à l'aide de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis. L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des coentreprises aurait entraîné la diminution des autres actifs de 71 millions de dollars et la diminution des autres passifs de 71 millions.
- (4) Comptabilisation des activités d'assurance
L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 2 206 millions, une augmentation des autres passifs de 2 102 millions et une augmentation des capitaux propres de 104 millions au 31 janvier 2004.
- (5) Reclassement de valeurs mobilières
L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières aurait augmenté le bénéfice net de 5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 449 millions, l'augmentation des capitaux propres de 284 millions et la diminution des autres actifs de 165 millions au 31 janvier 2004.
- (6) Sociétés en commandite
En vertu des PCGR des États-Unis, la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation est utilisée pour les placements dans des sociétés en commandite qui représentent une participation de plus de 3 % à 5 %. En vertu des PCGR du Canada, nous utilisons la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation pour les placements dans des sociétés en commandite si nous sommes en mesure d'exercer sur elles une influence notable, ce qui se traduit habituellement par une participation de 20 % ou plus. L'utilisation d'un seuil de participation moins élevé pour l'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 10 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et entraînerait en outre une augmentation des autres actifs de 80 millions, une diminution des valeurs mobilières de 90 millions et une diminution des capitaux propres de 10 millions.
- (7) Droits à la plus-value des actions
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération aurait diminué le bénéfice net de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 19 millions, une diminution des autres actifs de 10 millions et une diminution des autres passifs de 29 millions au 31 janvier 2004.
- (8) Obligation additionnelle au titre des prestations constituées
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de l'obligation additionnelle au titre des prestations constituées aurait augmenté les autres actifs de 267 millions de dollars et les autres passifs de 770 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 503 millions au 31 janvier 2004.
- (9) Comptabilisation à la date de transaction
À compter du 1^{er} novembre 2003, la comptabilisation à la date de transaction est appliquée prospectivement dans le bilan consolidé en vertu des PCGR du Canada, ce qui a eu pour effet d'éliminer la différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui existait avant cette date.
- (10) Garanties autres qu'en espèces
La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs et des autres passifs de 10 745 millions de dollars au 31 janvier 2004.
- (11) Autres
Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait au droit de compensation, aux garanties et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments se traduirait par une augmentation du bénéfice net de 3 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004 et par une augmentation des valeurs mobilières de 221 millions, une augmentation des autres actifs de 1 086 millions, une augmentation des dépôts de 202 millions, une augmentation des autres passifs de 1 078 millions et une augmentation des capitaux propres de 27 millions au 31 janvier 2004.

Annexe : Information relative au crédit (non vérifié) (1)

Prêts douteux (2)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Prêts douteux, montant net					
Prêts hypothécaires résidentiels	116 \$	118 \$	114 \$	118 \$	114 \$
Prêts aux particuliers	94	96	106	109	113
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	814	774	830	1 014	1 193
Total	1 024 \$	988 \$	1 050 \$	1 241 \$	1 420 \$
Prêts douteux, montant net, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente connexes					
Prêts hypothécaires résidentiels	0,15 %	0,15 %	0,15 %	0,16 %	0,16 %
Prêts aux particuliers	0,30 %	0,31 %	0,35 %	0,37 %	0,39 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	0,84 %	0,78 %	0,77 %	0,98 %	1,12 %
Total	0,48 %	0,46 %	0,48 %	0,59 %	0,67 %

Provision cumulative pour pertes sur créances

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Provision cumulative au début	2 164 \$	2 265 \$	2 314 \$
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(25)	140	200
Radiations			
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)	(4)	(1)
Prêts aux particuliers	(76)	(88)	(80)
Prêts sur cartes de crédit	(45)	(48)	(43)
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(72)	(117)	(62)
	(194)	(257)	(186)
Recouvrements			
Prêts aux particuliers	16	17	17
Prêts sur cartes de crédit	8	10	9
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	49	16	20
	73	43	46
Radiations nettes	(121)	(214)	(140)
Acquisition de Provident Financial Group Inc.	6	-	-
Acquisition de Admiralty Bancorp, Inc.	-	-	8
Ajustements	12	(27)	(6)
Provision cumulative à la fin	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,22 %	0,39 %	0,25 %
Répartition de la provision cumulative			
Prêts hypothécaires résidentiels	27 \$	37 \$	40 \$
Prêts aux particuliers	449	437	467
Prêts sur cartes de crédit	176	151	152
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	1 166	1 301	1 469
Provision cumulative attribuée	1 818	1 926	2 128
Provision cumulative générale non attribuée	218	238	248
Total	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Composantes de la provision cumulative			
Provisions spécifiques, y compris la provision cumulative pour titres de substitut de prêt	772 \$	757 \$	954 \$
Provision cumulative générale attribuée	1 046	1 169	1 174
Provision cumulative générale non attribuée	218	238	248
Total de la provision cumulative pour pertes sur créances	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Répartition			
Provision cumulative pour pertes sur prêts	1 846 \$	2 055 \$	2 267 \$
Provision cumulative pour éléments hors bilan et autres	190	109	109
Total	2 036 \$	2 164 \$	2 376 \$
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts, des acceptations et des conventions de revente	0,9 %	1,0 %	1,1 %
Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du montant brut des prêts douteux (ratio de couverture)	103 %	118 %	95 %

(1) Les mesures financières sont tirées des états financiers consolidés dressés conformément aux PCGR du Canada, sauf indication contraire. Certaines définitions sont présentées dans le glossaire figurant aux pages 109 et 110 du rapport annuel 2003.

(2) Les prêts douteux sont présentés déduction faite des provisions cumulatives spécifiques.

Information relative aux actions (non vérifié)

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 janvier 2003
(nombre d'actions en milliers)			
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série J	–	–	12 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série K	–	–	10 000
À dividende non cumulatif, série N	12 000	12 000	12 000
À dividende non cumulatif, série O	6 000	6 000	6 000
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	4 000	4 000
À dividende non cumulatif, série S	10 000	10 000	10 000
	32 000	32 000	54 000
Titres de fiducie, séries 2010 et 2011, émis par Fiducie de capital RBC (2)	1 400	1 400	1 400
Titres de fiducie, série 2013, émis par Fiducie de capital RBC II (3)	900	900	–
Options sur actions (4)			
En cours	24 463	24 803	28 218
Pouvant être levées	18 305	15 415	18 629
Actions ordinaires émises	655 963	656 021	666 439
Actions de trésorerie (5)			
PCGR des États-Unis	7 731	–	–
PCGR du Canada	6 951	–	–

(1) Pour des renseignements plus détaillés, se reporter aux pages 86, 87 et 93 (notes 14 et 19) du rapport annuel 2003 de la Banque Royale du Canada.

(2) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR des États-Unis et du Canada. Les modalités de conversion des titres de séries 2010 et 2011 sont présentées dans les prospectus datés du 17 juillet 2000 et du 29 novembre 2000, respectivement.

(3) Inclus dans le poste Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales du bilan consolidé selon les PCGR du Canada. Les modalités de conversion sont présentées dans le prospectus daté du 16 juillet 2003.

(4) En décembre 2003, 1 188 972 options sur actions ont été octroyées.

(5) Les différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux actions de trésorerie détenues dans des structures de rémunération à base d'actions qui sont consolidées en vertu du FIN 46, intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : (416) 974-5151
Télécopieur : (416) 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare du Canada

Adresse :
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :
C.P. 1570, Succursale B
Montréal (Québec)
Canada H3B 3L2

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgewater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)

Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue Université
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7888
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2004

Premier trimestre	27 février
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	30 novembre

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires au Canada et aux États-Unis peuvent faire déposer leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : (416) 955-7803
Télécopieur : (416) 955-7800

Dates de paiement des dividendes pour 2004

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

Cotes de crédit

(au 27 février 2004)	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

Rachat d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2004, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

